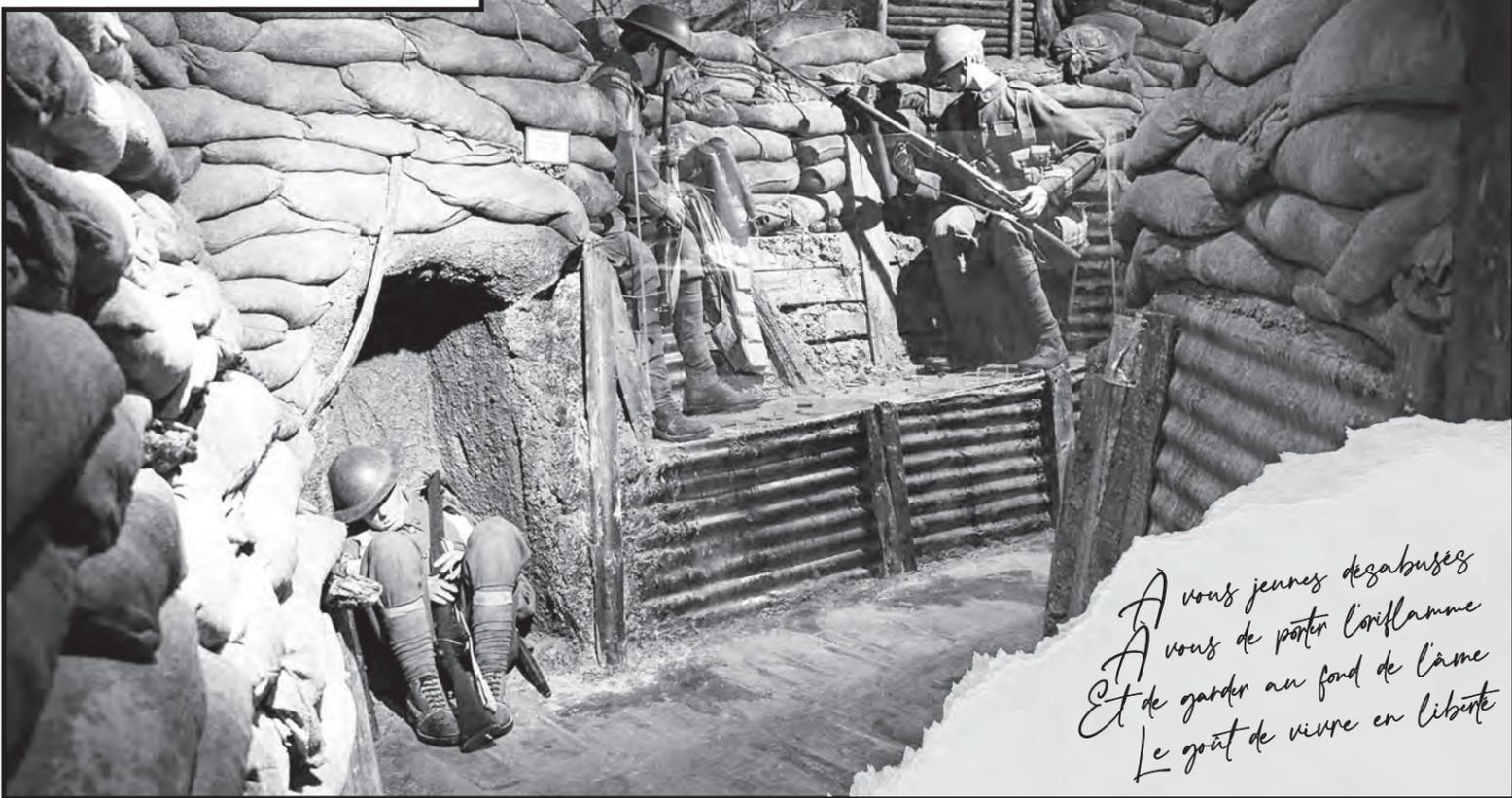




SOUVIENS-TOI!



À LA RENCONTRE DE CES HOMMES ET CES FEMMES QUI SERVENT NOTRE PAYS

*A vous jeunes désabusés
A vous de porter l'efflamme
Et de garder au fond de l'âme
Le goût de vivre en liberté*

POLITIQUE

RANDY BOISSONNAULT
NE SERA PAS SEUL POUR REPRÉSENTER LES FRANCOPHONES DE RÉGION

► 3

ÉDUCATION

LA RECHERCHE EN PANNE
ARGENT, TEMPS, UNE UTOPIE POUR LES CHERCHEURS FRANCOPHONES

► 5

DIVERTISSEMENT



HALLOWEEN
MONSTRES ET CITROUILLES SE RETROUVENT

► 13

► 14-19

D'UN SOMMET À L'AUTRE

ENVIRONNEMENT



COP26 :
OCÉANNE KAHANYSHYN-FONTAINE
DONNE DE LA VOIX

► 7

SPORT



COUPE DU MONDE DE SKI NORDIQUE
MAYA MACISAAC-JONES
VISE LES J-O

► 22-23



EDMONTON



PORTRAIT
DE LIBREVILLE
À EDMONTON
ANTOINE BOUSSOMBO
FAIT LA DIFFÉRENCE

► 8



PROVINCIAL



DIVERTISSEMENT
COUP DE CŒUR FRANCOPHONE
FRED PELLERIN À LA RENCONTRE
DES FRANCO-ALBERTAINS

► 24



↑ Le 36^e Cabinet de Justin Trudeau compte cinq ministres francophones en situation minoritaire. Crédit : Inès Lombardo

DE BONNES SURPRISES ET DES ATTENTES ÉLEVÉES POUR LA FRANCOPHONIE MINORITAIRE AU CABINET

Le nouveau Cabinet de Justin Trudeau compte cinq ministres francophones en situation minoritaire, soit deux de plus que le précédent. Petit à petit, la francophonie canadienne semble se tailler une place de choix au gouvernement fédéral. La nouvelle ministre des Langues officielles, Ginette Petitpas Taylor, est attendue de pied ferme.



FRANCOPRESSE



À PARTIR DU MOMENT OÙ IL REVENAIT COMME DÉPUTÉ, IL ÉTAIT CLAIR QU'IL AURAIT UN [PORTEFEUILLE]. LE MINISTÈRE DU TOURISME N'EST PEUT-ÊTRE PAS LE PLUS PRESTIGIEUX, MAIS IL DEMEURE QU'IL VA AVOIR UNE VOIX À LA TABLE DU CABINET"

Frédéric Boily

ERICKA MUZZO
FRANCOPRESSE

Divers éléments pèsent dans la balance lors de l'exercice de formation d'un Cabinet, dont la composition régionale, rappelle Stéphanie Chouinard, professeure agrégée au Département de science politique du Collège militaire royal du Canada et coafiliée à l'Université Queen's à Kingston.

«On voit que la Saskatchewan n'est pas directement représentée. [...] Du point de vue du Manitoba et de l'Alberta, on est presque chanceux, en tant que francophones hors Québec, que ces deux messieurs [Dan Vandal et Randy Boissonnault, NDLR] proviennent de nos communautés. M. Trudeau n'avait pas énormément de choix en termes de représentation régionale dans les provinces des Prairies», note-t-elle.

La **politologue** souligne toutefois que «le fait que ces individus soient des ressortissants de nos communautés est seulement un fait d'armes parmi tant d'autres sur leur CV».

Bien qu'importante, la francophonie reste un critère parmi tant d'autres dans la composition du Cabinet, avec notamment la parité et l'expérience de carrière, observe Stéphanie Chouinard.

GINETTE PETITPAS TAYLOR ATTENDUE AU TOURNANT

Pour Stéphanie Chouinard, l'attribution du ministère des Langues officielles à Ginette Petitpas Taylor est une petite surprise : «Je m'attendais à ce que Mélanie Joly veuille voir le projet de modernisation de la *Loi sur les langues officielles* mené à bon port, puisque c'est un portefeuille qu'elle détenait depuis 2015 et qu'on semblait assez près de l'adoption d'une nouvelle Loi.»

La politologue ne s'étonne toutefois pas que Mélanie Joly ait obtenu la plus grosse promotion : «Ça faisait assez longtemps qu'elle n'était pas détentrice de son propre ministère. Le Développement économique était sous l'égide du ministère de l'Industrie et les Langues officielles, sous le Patrimoine canadien.»

Stéphanie Chouinard assure toutefois que la courbe d'apprentissage de Ginette Petitpas Taylor ne sera pas trop abrupte puisque la nouvelle ministre «connait très bien les enjeux des Langues officielles. [L'apprentissage] sera moins grand qu'il n'aurait pu l'être pour un député ressortissant du Québec ou un anglophone d'une autre province», souligne-t-elle.

En conférence de presse le mardi 26 octobre, Mme Petitpas Taylor a assuré qu'elle re-

déposerait le projet de loi visant à moderniser la Loi sur les langues officielles dans les 100 jours, tel que promis par le Parti libéral durant la campagne électorale, ce qui mène l'échéance à la mi-février. Elle n'a pas précisé si elle rajouterait sa touche personnelle ou non.

Malgré sa connaissance du dossier, les francophones en situation minoritaire peuvent-ils craindre que le projet de loi ne prenne une autre direction? Mélanie Joly s'était engagée à redéposer le même projet de loi advenant une réélection des libéraux, mais la nouvelle ministre pourrait profiter de ce remaniement ministériel pour corriger le tir sur certaines lacunes qui ont été soulevées... ou pour effectuer des changements qui pourraient déplaire aux Franco-Canadiens.

«Pour en avoir le cœur net, il faudra attendre la publication des lettres de mandat de chacun des ministres. Ce que le premier ministre demandera à Mme Petitpas Taylor pourra clarifier ce à quoi on peut s'attendre du point de vue de la modernisation [de la Loi]», lance Stéphanie Chouinard.

DE BONNES SURPRISES FRANCOPHONES SUR CERTAINS PORTEFEUILLES

Dans l'Ouest, Frédéric Boily, professeur de science politique au Campus Saint-Jean à Edmonton, s'interroge sur le portefeuille confié à Randy Boissonnault : «À partir du moment où il revenait comme député, il était clair qu'il aurait un [portefeuille]. Le ministère du Tourisme n'est peut-être pas le plus prestigieux, mais il demeure qu'il va avoir une voix à la table du Cabinet. Et puis, il est aussi ministre associé aux Finances.»

Pour Frédéric Boily, le plus important était d'avoir quelqu'un de l'Alberta au Cabinet. «Même si les ministres sont moins importants que par le passé, c'était une anomalie [dans le Cabinet précédent] de ne pas avoir mis un ministre de l'Alberta ni de la Saskatchewan. Au moins, de ce point de vue, les libéraux sont dans une position moins précaire.»

Il note qu'avec la récente élection du maire Amarjeet Sohi à Edmonton, ancien ministre libéral sous Trudeau — d'abord des Infrastructures, puis des Ressources naturelles — «ça fait un noyau intéressant pour le Parti libéral en Alberta».

La promotion de la Franco-Ontarienne Mona Fortier au Conseil du Trésor est une autre «excellente nouvelle» pour les francophones, affirme Stéphanie Chouinard.

«Le Conseil du Trésor est souvent un ministère qu'on oublie, car il reste peu connu de la population canadienne. Cependant, c'est un ministère extrêmement important, car il [est au centre] de la mécanique interne de l'État canadien. C'est un endroit où on s'assure de l'application horizontale des priorités en matière de langues



JE M'ATTENDAIS À CE QUE MÉLANIE JOLY VEUILLE VOIR LE PROJET DE MODERNISATION DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES MENÉ À BON PORT, PUISQUE C'EST UN PORTEFEUILLE QU'ELLE DÉTENAIT DEPUIS 2015 ET QU'ON SEMBLAIT ASSEZ PRÈS DE L'ADoption D'UNE NOUVELLE LOI"

Stéphanie Chouinard

officielles au sein des différents ministères», explique-t-elle.

Côté québécois, Frédéric Boily estime que Pablo Rodriguez à Patrimoine canadien est un meilleur choix que son prédécesseur, Steven Guilbeault.

«Le dossier de la Loi sur la radiodiffusion et les géants du web a mal été piloté par Steven Guilbeault. Cela a plus de sens qu'il soit maintenant à l'Environnement, on s'attend à ce qu'il soit beaucoup plus en maîtrise. Mais est-ce que son passé d'activiste va lui nuire dans certaines régions du pays, comme en Alberta?» s'interroge le politologue.

Selon lui, la présence de Jonathan Wilkinson aux Ressources naturelles pourrait l'aider à arrondir les angles avec les gouvernements conservateurs comme celui de Jason Kenney, notamment sur les questions d'hydrogène et le secteur énergétique.

SOUS LE FEU DES CRITIQUES DE L'OPPOSITION

Les deux visages de l'opposition ont réagi hier : Jagmeet Singh et Erin O'Toole ont écorché le nouveau Cabinet, glissant au passage leur analyse du bilan de Justin Trudeau.

Le chef du Parti conservateur, Erin O'Toole, s'est exprimé dans une déclaration sur «l'inexpérience» des nouveaux ministres.

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Jagmeet Singh, a pour sa part indiqué en conférence de presse «ne pas avoir spécialement d'intérêt pour ce qui est des changements au Cabinet».

Il a tout de même mis en lumière trois enjeux qui touchent le nouveau Cabinet. D'abord, l'échéance du vendredi 29 octobre, où l'on saura si le gouvernement fera appel de la décision de la Cour fédérale qui a débouté Ottawa il y a près d'un mois, relativement à l'indemnisation des enfants autochtones survivants des pensionnats.

En conférence de presse hier, Justin Trudeau n'a pas voulu répondre à la question d'une journaliste à ce sujet.

Le chef du NPD a aussi exigé de «voir un changement immédiat à la Défense nationale», qui prendra en compte les recommandations clés du rapport Deschamps sur l'inconduite sexuelle et le harcèlement sexuel dans les Forces armées canadiennes. L'ancienne ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Anita Anand, récupère le ministère de la Défense nationale alors que son prédécesseur, Harjit Sajjan, a été fustigé pour sa gestion jugée inadéquate du dossier.

L'autre attente de Jagmeet Singh est la prise «de mesures concrètes» sur le climat lors de la COP26, qui se tient à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre. Steven Guilbeault y sera à titre de nouveau ministre de l'Environnement. ▲

GLOSSAIRE

POLITOLOGUE
Spécialiste des aspects des institutions et de la vie de l'État



↑ Rhéal Poirier (en haut à gauche) et des membres du Secrétariat francophone lors de l'atelier sur l'organisme tenu dans le cadre du Congrès annuel de la francophonie albertaine. Crédit : Capture d'écran - Gabrielle Beaupré



↑ Denis Perreux. Crédit : Courtoisie

UN ALLIÉ FRANCOPHONE À L'INTÉRIEUR DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Porte-voix de la francophonie auprès du gouvernement de l'Alberta, le **Secrétariat francophone** sensibilise les ministères albertains à l'importance du fait français. Sous l'égide du ministère de la Culture et de la Condition féminine, l'organisme s'assure de la progression des services en français dans la province.

“ IL N'Y AURAIT SENSIBLEMENT AUCUN CONTENU D'HISTOIRE FRANCOPHONE DANS LES EXPOSITIONS PERMANENTES DU MUSÉE ROYAL DE L'ALBERTA ”
Denis Perreux

Créé en 1999, le Secrétariat francophone agit à titre de facilitateur auprès des organismes francophones et des acteurs clés de la communauté albertaine. Sans son existence, Denis Perreux, le directeur de la Société historique francophone de l'Alberta (SHFA), est conscient que «les démarches pour créer des liens avec les acteurs clés de la communauté seraient plus longues et plus compliquées».

D'ailleurs, l'organisme gouvernemental a été d'une précieuse aide pour la SHFA. Celle-ci aimerait notamment que le Musée Royal de l'Alberta, situé au centre-ville d'Edmonton, augmente le contenu en français de ses expositions **permanentes**. Selon M. Perreux, «il n'y aurait sensiblement aucun contenu d'histoire francophone» dans celles-ci.

Afin qu'une première rencontre ait lieu, le Secrétariat francophone a facilité la prise de contact entre la SHFA et la direction du Musée. «La prochaine étape sera une séance de remue-méninges lors de notre prochaine Foire sur le patrimoine franco-albertain», explique-t-il. Une rencontre qu'il espère faire en personne cet hiver.

Lors de la dernière année, Rhéal Poirier, le directeur général du Secrétariat francophone, indique que l'organisme a soutenu 200 organismes de la francophonie albertaine tels que l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) ainsi que le Réseau santé Alberta dans leurs efforts pour améliorer l'accès aux services en français.

UNE POLITIQUE POUR APPUYER LA FRANCOPHONIE

Le Secrétariat francophone a également le rôle de sensibiliser le gouvernement albertain dans la mise en œuvre de la Politique en matière de francophonie. Entrée en vi-

gueur en 2017 grâce à la première ministre de l'époque, Rachel Notley (NPD), la Politique est un instrument pour appuyer et accompagner la francophonie dans les instances gouvernementales.

Les objectifs de la Politique sont notamment d'améliorer les services gouvernementaux en français et de leur assurer une certaine équivalence avec ceux proposés dans la langue anglaise.

Avec cette Politique, le gouvernement conservateur exprime une volonté de continuer le travail du Nouveau Parti démocratique (NPD) et «soutient la vitalité et le développement continu des communautés francophones et de prendre des mesures tangibles dans la mise en œuvre de la Politique», souligne Amanda LeBlanc, attachée de presse du ministère de la Culture et de la Condition féminine.

RÉPONDRE À LA PANDÉMIE

Dès le début de la crise sanitaire, le Secrétariat francophone a été mobilisé sur la production en français des communications d'urgence du gouvernement relative à la pandémie.

Rhéal Poirier note qu'ils ont voulu «s'assurer que les Albertains et Albertaines d'expression française aient accès aux informations relatives à la pandémie». Celles-ci se trouvent notamment sous la forme de communiqués de presse, d'affiches et de documents.

Pour relayer de l'information en français, l'organisme gouvernemental emploie son compte Twitter @BonjourAlberta.

Par ailleurs, Rhéal Poirier rappelle qu'en tant que directeur du Secrétariat francophone, il ne peut pas, tout comme ses collègues fonctionnaires, s'exprimer sur les politiques du premier ministre Jason Kenney. ▲

POUR PLUS D'INFORMATION :

- Secrétariat francophone : <https://bit.ly/3mNKMzK>
- Politique en matière de francophonie : <https://bit.ly/2ZXk5zy>

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION

(articles 136 et 137 C.p.c.)

SECTION I - AVIS

Avis est donné à MICHEL BERDNIKOFF dernière adresse connue 39 Coleridge Crescent NW, Calgary, AB, T2K 1X8 de vous présenter au greffe de la Cour du Québec, Division des petites créances, du district de Terrebonne situé au 25 rue de Martigny Ouest, Saint-Jérôme, Qc, Canada, J7Y 4Z1 dans les 30 jours afin de recevoir la demande introductive d'instance en recouvrement d'une petite créance qui y a été laissée à votre attention. Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis des options qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

SECTION II - INFORMATIONS RELATIVES À LA PUBLICATION

Le présent avis est publié aux termes d'une ordonnance rendue le 1^{er} novembre 2021 par le greffier dans le dossier numéro 700-32-705168-217.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

SECTION III - INFORMATIONS FINALES

Saint-Jérôme, le 1^{er} novembre 2021
François Langevin
Greffier-adjoint de la Cour du Québec

SJ-901 (2015-11)

OYEZ,
OYEZ!

VOUS ÊTES ENTREPRENEUR.E!

VOUS SOUHAITEZ QUE LES FRANCOPHONES DE L'ALBERTA DÉCOUVRENT ET APPRÉCIENT VOS PRODUITS ET SERVICES...

JOUEZ LA CARTE "LE FRANCO"! LA RENTRÉE COMMERCIALE SE PRÉPARE DÈS MAINTENANT. N'HÉSITEZ PAS ET CONTACTEZ VALÉRIANE À L'ADRESSE RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

GLOSSAIRE

PERMANENT
Qui demeure en place



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

OÙ EN ALBERTA?

DANS QUEL SITE HISTORIQUE CLASSÉ COMME PATRIMOINE MONDIAL (UNESCO) PEUTON VOIR CETTE CÉLÈBRE FALAISE?



↑ Le colloque devait initialement se dérouler au Campus Saint-Jean de l'Université d'Alberta. Crédit : Alex Pugliese - Unsplash

DES PONTS À BÂTIR ENTRE FRANCOPHONES, FRANCOPHILES ET «FRANCO SYMPATHIQUES»

La francophonie canadienne s'est mobilisée à plusieurs reprises au cours des dernières années – entre autres autour du projet d'Université de l'Ontario français, de la sauvegarde du Campus Saint-Jean ou encore pour dénoncer les récentes compressions à l'Université Laurentienne. Pour continuer de faire progresser le fait français en milieu minoritaire, il sera nécessaire de s'unir autour de projets concrets, sans oublier d'inclure francophiles et «franco sympathiques».

C'est ce qu'ont défendu les quatre panélistes de la table ronde d'ouverture du colloque du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF) qui avait pour thème «Francophonies canadiennes : quels ponts bâtis, quels ponts à bâtir?».

«Que nos histoires soient fragiles ou fortes, que nos ponts soient discrets ou très bien établis, je pense que ça témoigne surtout de notre résilience comme francophones en milieux minoritaires et de notre volonté toujours actuelle à vouloir créer de nouveaux ponts», a lancé d'emblée Edith Dumont, vice-rectrice de l'Université de l'Ontario français (UOF).

«Ce sont des moments historiques qui mettent en valeur l'importance de se solidariser autour d'enjeux qui concernent la minorité francophone à l'extérieur du Québec», a-t-elle ajouté en citant la nécessité, encore aujourd'hui, de revendiquer «sans relâche» du financement pour des garderies, des écoles élémentaires et secondaires, et des établissements postsecondaires forts en francophonie minoritaire.

DES ENJEUX CONCRETS AUX RETOMBÉES TANGIBLES

Si les avancées passent souvent par la mobilisation citoyenne, celle-ci peut être plus complexe à générer lorsque les impacts d'une absence d'action sont difficilement mesurables.

Pour conscientiser la population et obtenir du changement, il faut que les enjeux soient concrets, a défendu Rémi Léger, professeur agrégé à l'Université Simon Fraser en Colombie-Britannique : «La solidarité est plus forte et plus naturelle autour d'institutions ou de projets concrets, plutôt qu'autour d'idées ou de principes. C'est sûr que c'est plus facile de mobiliser les gens, de les inciter à débarquer dans la rue pour réclamer une école pour son quartier, dans sa ville, que ce l'est pour ajouter une nuance

— sûrement super importante — mais une nuance à la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*».

Il en a profité pour «lancer des fleurs» à l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), dont la campagne «Sauvons Saint-Jean» a eu des échos partout au pays.

La présidente de l'organisme, qui était l'une des panélistes, a d'ailleurs indiqué que «ce qui nous a vraiment étonnés, c'est qu'on a eu des gens à travers le pays qui ont écrit au premier ministre [de l'Alberta] Jason Kenny par rapport à ça. C'était vraiment impressionnant le nombre de lettres qui sont rentrées».

Sheila Risbud note que la participation des anglophones a été un élément clé de cette mobilisation : «La réalité du Campus Saint-Jean, qui est une réalité particulière à la francophonie albertaine, c'est qu'une grande partie des étudiants sont issus de l'immersion. Si on oublie cette réalité-là, on perd tout un segment de gens qui se préoccupent et s'intéressent au français.»

À ses yeux, il est donc nécessaire de **bâtir des ponts**, non seulement entre les francophonies canadiennes, mais aussi avec les francophiles et les «franco-sympathiques». «Comment est-ce qu'on va chercher cette population, cette force politique de gens qui souhaitent voir le français continuer comme langue officielle dans ce pays?» a questionné la présidente de l'ACFA.

Selon elle, cela passe notamment par le fait de regarder «à l'intérieur de notre francophonie et de comprendre qu'on n'est pas *une* francophonie, on a *des* francophonies et il faut trouver des façons de bâtir des ponts à l'intérieur de notre réseau, et vers des gens qui apprennent le français».

PRÉPARER LA RELÈVE

Comme le Sommet sur le rapprochement des francophonies canadiennes a eu lieu en juin dernier, «c'est certain qu'il y a un élan favorable pour renforcer les liens entre les

FRANCOPRESSE



«**QUE NOS HISTOIRES SOIENT FRAGILES OU FORTES, QUE NOS PONTS SOIENT DISCRETES OU TRÈS BIEN ÉTABLIS, JE PENSE QUE ÇA TÉMOIGNE SURTOUT DE NOTRE RÉSILIENCE COMME FRANCOPHONES EN MILIEUX MINORITAIRES**»
Edith Dumont

francophones canadiens», a encore constaté Edith Dumont.

Pour optimiser cet élan, elle suggère fortement de permettre une plus grande mobilité pour la communauté étudiante franco-canadienne : «Nos projets de collaboration doivent se porter garants de bien préparer les générations montantes parce que plusieurs défis les attendent – surtout celui de faire vivre un milieu francophone dans un milieu minoritaire. De la mobilité, de la recherche interinstitutions pourrait nous permettre de mieux former la génération qui s'apprête à prendre le relais.»

Selon elle, davantage de programmes permettant aux étudiants de vivre dans différentes communautés francophones serait une manière d'«apprendre à se connaître en créant le plus rapidement possible dans la vie des étudiants le concept de réseaux».

La vice-rectrice de l'UOF indique réfléchir à un concept d'«Erasmus francophonie», qui s'inspirerait donc du modèle européen.

«On veut collaborer, on veut participer aux prochains ponts qui sont à se construire, on sent une volonté – c'est très énergisant pour une petite université à Toronto, alors nous allons tendre la main et souhaiter recevoir aussi des poignées de main. Je pense qu'on a besoin les uns des autres pour exercer une force de frappe chacun par rapport à nos expertises respectives dans nos institutions postsecondaires», a conclu Edith Dumont.

De son côté, Sheila Risbud souligne également l'importance des médias pour conscientiser la population aux dossiers importants puisqu'«ultimement, les changements politiques vont venir de la perception qu'a le public d'un enjeu».

La présidente de l'ACFA en a récemment fait l'expérience avec le dossier d'Élections Calgary, alors que le Guide des élections générales de Calgary a été traduit en dix langues, mais pas en français. Il a finalement été rendu disponible à la suite d'une plainte de l'ACFA, qui a fait grand bruit de l'affaire dans les médias.

Le colloque du RRF se tient virtuellement jusqu'au 29 octobre. La prochaine édition annuelle aura lieu à l'UOF et aura pour thème «Le rôle et la mission des petites universités au sein de la francophonie». ▲

GLOSSAIRE

BÂTIR DES PONTS
Créer des liens forts pour réunir des personnes dans un objectif commun

ERICKA MUZZO
FRANCOPRESSE

FRANCO QUIZ

Testez vos connaissances sur la francophonie.

EN QUELLE ANNÉE EST NÉE LA SURVIVANCE, ANCÊTRE DU FRANCO?

N°1

1928

N°2

1915

N°3

1933

• N°1 : 1928
• Le précipice à bisons Head-
Smashed-In.

• Réponses :



↑ Le panel du deuxième atelier des États généraux (de g. à d.) : Martin Normand (animateur), Yvette Bérubé, Jean-Pierre Bergevin (en haut) ; Nathalie Méthot, Sophie Dallaire et Rémi Léger (en bas). Crédit : Capture d'écran - Francopresse

MANQUE DE TEMPS ET D'ARGENT POUR LA RECHERCHE FRANCOPHONE EN MILIEU MINORITAIRE

Le temps et l'argent sont les nerfs de la guerre pour la recherche francophone en milieu minoritaire, souvent menée par des experts ayant également une charge de cours. Pour surmonter les nombreux défis qui se présentent en la matière, la collaboration entre établissements postsecondaires semble incontournable. Des initiatives ont déjà vu le jour, comme un manuel scolaire d'introduction à la politique canadienne, créé par et pour les francophones en milieu minoritaire.

FRANCOPRESSE

LE PUBLIC CIBLE, C'ÉTAIT DES FRANCOPHONES EN MILIEU MINORITAIRE À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC. ON PARLE DE POLITIQUE CANADIENNE, DE POLITIQUE INTERNATIONALE, MAIS LE FOCUS N'EST PAS SUR LE QUÉBEC”

Rémi Léger

À l'occasion du deuxième atelier des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire, cinq spécialistes de la question se sont exprimés sur les défis rencontrés, les stratégies actuellement mises en place et sur les moyens qu'ils souhaiteraient voir déployés pour améliorer les conditions dans les domaines de «l'enseignement, la formation et la recherche en contexte francophone minoritaire».

«L'Université de Hearst a besoin d'évoluer au sein de communautés épanouies. Nos communautés francophones excentrées vivent des défis qui sont préoccupants pour nous et pour d'autres; la population francophone est en décroissance, notre population est encore très, très homogène en comparaison avec celle des plus grands centres par exemple, le marché du travail connaît une pénurie criante de main-d'œuvre, on a besoin d'attirer des immigrants», a rappelé Sophie Dallaire, directrice générale du Groupe InnovaNor, un organisme «parapluie réunissant les centres d'intégration des acquis (CIA) de l'Université de Hearst».

Aux yeux des panélistes, les établissements postsecondaires ont un rôle clé à jouer pour surmonter ces obstacles.

Jean-Pierre Bergevin, professeur de psychologie à l'Université de Hearst, ajoute qu'au Centre régional de recherche et d'intervention en développement économique et communautaire (CRRIDEC) d'InnovaNor, «ce sont beaucoup des recherches appliquées. [...] On a besoin de recherches sur le terrain, d'études de cas», défend-il.

Il souligne qu'au cours des trois dernières années, les chercheurs d'InnovaNor ont effectué «un nombre important de recherches pour venir en aide aux communautés. Surtout quand on vit en milieu

excentré, les communautés doivent être vivantes. Il faut mettre ensemble nos ressources, et l'Université de Hearst s'efforce énormément, à travers InnovaNor, de s'associer à des initiatives de développement communautaire à travers la recherche-action».

L'Université de Hearst a également instauré des stages de formation en milieu de travail dans tous ses programmes. «Ça s'avère des expériences tout à fait importantes pour les étudiants, surtout au premier cycle», assure Jean-Pierre Bergevin.

UN MANUEL PAR ET POUR LES FRANCO-MINORITAIRES

De côté de la Colombie-Britannique, le professeur agrégé de l'Université Simon Fraser Rémi Léger a codirigé le manuel scolaire *Le Canada dans le monde: Acteurs, idées, gouvernance*, paru en 2019 aux Presses de l'Université de Montréal.

«Mes collègues et moi avons réalisé que nous étions tous confrontés au même défi : l'absence de manuels de cours adaptés pour les étudiants francophones hors Québec. [...] Donc ce qu'on a fait, c'est qu'on a décidé de créer notre propre manuel», relate-t-il.

Le projet a réuni 33 experts basés dans une douzaine d'universités, principalement au Canada, mais aussi à l'international. Au total, 25 chapitres de 5000 mots composent le manuel.

«Le public cible, c'était des francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec. On parle de politique canadienne, de politique internationale, mais le focus n'est pas sur le Québec», indique Rémi Léger.

À l'Université Simon Fraser, le manuel est utilisé dans quatre cours de sciences politiques et un cours d'histoire.

ISOLEMENT ET MANQUE DE VALORISATION

Au niveau de la recherche, Rémi Léger identifie trois principaux défis : l'isolement, la difficulté de recruter des assistants de recherche et le manque de valorisation des recherches francophones dans la communauté anglophone.

«Je suis dans un département de 22 professeurs, nous sommes trois qui enseignons en français. Mes collègues anglophones ne connaissent pas du tout

le monde universitaire francophone – ses instituts de recherche, ses chercheurs, ses approches qui sont parfois distinctes, ses revues», note Rémi Léger.

«Quelques-uns de mes collègues trouvent que ce qui n'est pas publié en anglais, ce n'est pas sérieux, mais pour la plupart ce n'est pas du mépris; c'est plutôt une méconnaissance du monde universitaire francophone», ajoute-t-il.

L'un de ses souhaits — même s'il estime qu'il «rêve en couleurs» — serait que la recherche en français soit davantage valorisée par ses homologues anglophones. Il souhaiterait notamment voir le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) agir à ce sujet et souligne que l'Acfas «peut faire et fait un certain travail depuis quelques années».

Quant à la difficulté de recruter des assistants de recherche, Rémi Léger résume en riant que «ce n'est pas facile de convaincre un étudiant ou une étudiante de venir faire une maîtrise ou un doctorat sur la francophonie canadienne en anglais à l'Université Simon Fraser». Pour contourner le problème, le professeur travaille davantage avec des étudiants au baccalauréat, adaptant les tâches à leur niveau de connaissances.

Depuis quelques mois, il indique tout de même avoir réussi à recruter un étudiant au doctorat, un finissant du Campus Saint-Jean à Edmonton : «Sérieux, ça me réchauffe le cœur de pouvoir collaborer avec un collègue et un coauteur qui est sur place et qui va être sur place pour les quelques prochaines années.»

Enfin, l'isolement est une réalité vécue par plusieurs membres du corps professoral, en particulier lorsqu'ils œuvrent loin des grands centres. La collaboration entre établissements postsecondaires permet «de se sentir moins seul», note Rémi Léger.

«Il ne faut pas sous-estimer l'importance des conférences, des colloques, des journées d'étude. Le fait de pouvoir se rassembler pour une ou deux journées est excellent. [...] C'est un genre de carburant pour moi», conclut-il.

MANQUE DE TEMPS ET D'ARGENT

Au cœur des multiples défis évoqués par les chercheurs se trouvent deux axes principaux : le temps et l'argent.

«Si on avait temps et argent, ça serait un monde merveilleux. Je pourrais aller faire de l'innovation pédagogique dans ma salle de classe, du réseautage, je pourrais faire le lien entre mon étudiant qui va devenir un acteur dans l'économie de notre province puis le garder dans notre province», résume Yvette Bérubé, enseignante en affaires Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB).

Au cours des 15 dernières années, le gouvernement fédéral a ouvert des programmes de financement de la recherche spécifiquement dans les collèges. «Depuis, il y a eu un essor considérable [de la recherche] dans plusieurs collèges au Canada», observe Nathalie Méthot, directrice du Bureau de la recherche et l'innovation (BRI) au Collège La Cité.

Elle note qu'il s'agit de recherche plus appliquée que dans les universités : «Développement de prototypes, amélioration de produits, des portées commerciales. Il y a aussi l'aspect "innovation sociale", mais le financement est beaucoup plus limité.»

La directrice déplore toutefois que l'écart se soit creusé entre les divers établissements, le Québec arrivant souvent en tête de liste du classement des revenus en recherche puisque la province finance les initiatives de recherche appliquée au collégial, «ce qui est très peu le cas ailleurs au Canada et ce qui est pratiquement inexistant en Ontario en ce moment», souligne Nathalie Méthot.

Elle souhaiterait voir davantage de collaboration en recherche, une plus grande importance accordée au rôle des collèges en recherche appliquée et davantage de mobilité interprovinciale pour le personnel de recherche.

Yvette Bérubé estime pour sa part que «le talent et les compétences des enseignants et enseignantes sont forcément sous-exploités en raison de charges beaucoup trop élevées» et souhaiterait que ces spécialistes puissent avoir davantage de temps à consacrer à leurs recherches.

Finalement, Sophie Dallaire de l'Université de Hearst souhaiterait que les indicateurs de rendement soient revus «pour qu'on s'intéresse moins à des données absolues, en nombre de diplômés et d'inscriptions, et plus à des données plutôt relatives, qui permettent d'évaluer l'impact qu'on a pour les petites communautés de langues officielles en situation minoritaire».

Le troisième atelier des États généraux aura lieu le mercredi 24 novembre et aura pour thème «Collaborer pour innover». ▲

GLOSSAIRE

MÉPRIS
Attitude de réprobation morale



LES TWEETS DE LA SEMAINE



AUFJSJ

@AUFJSJ

L'Association des Universitaires de la Faculté Saint-Jean | Impliquez-vous dans la vie étudiante au @ualberta_csj #SauvonsSaintJean #SaveSaintJean



L'AUFJSJ a rencontré @HMcPhersonMP, la députée fédérale pour @UAlberta_CSJ ce matin! Nous avons discuté des enjeux académiques et linguistiques des étudiant.e.s du Campus. #frab #abpse #sauvons saintjean



FNCSF

@FNCSF

La FNCSF représente au plan canadien les 28 conseils et commissions scolaires francophones et acadiens en contexte minoritaire.



Félicitations aux lauréate(s) de la 10e édition des #Bourses-PaulCharbonneau 2021! Loïc Floc'h-Anderson - région Ouest et Nord

@csfrancosud, Sébastien Whissell - région Centre @CSCNouvelon, et Jeanne Boucher - région Atlantique @francophonosud #FNCSF2021

PROVINCIAL

ENVIRONNEMENT



↑ Selon le Conference Board of Canada, les émissions des GES de l'Alberta sont principalement dues à l'industrie de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Crédit : Pexels - Chris Leboutillier

QUEL EST LE RÔLE DE L'ALBERTA DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ?

IJL
FRANCO.PRESSE
LE FRANCO



LA GÉOTHERMIE PEUT ÊTRE UTILISÉE POUR DÉCARBONER LE SYSTÈME ÉLECTRIQUE SÉPARÉMENT DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE ET DE GAZ

Sara Hastings-Simon

GLOSSAIRE

CHIMÉRIQUE

Qui est sans rapport avec le monde réel

MÉLODIE
CHAREST
PIGISTE

La 26e Conférence des Parties (COP26) s'est ouverte le 31 octobre dernier à Glasgow en Écosse. Les enjeux abordés sont aussi inquiétants que la présence d'une bête chimérique dans un lac. Contrairement au monstre du Loch Ness, les changements climatiques sont bien réels. L'Alberta peut-elle jouer un rôle dans cette lutte ?

En raison de la pandémie, la COP26 revient après six ans d'absence, et non cinq, pour une durée de deux semaines. Près de 200 pays sont réunis. Leurs représentants discutent de l'atteinte (ou non...) des objectifs de la COP21 de Paris 2015. Il y est notamment question de la réduction des gaz effet de serre (GES).

Le réchauffement climatique s'accélère deux fois plus rapidement au Canada qu'ailleurs dans le monde. L'Alberta est aussi la deuxième province la plus polluante de la fédération. Selon Alaz Munzur, associée de recherche de la *Energy and Environmental Policy Research Division* de l'Université de Calgary, la province émet «environ 40% des émissions totales du pays, la plupart provenant du pétrole et du gaz».

Que peut faire la province de la rose sauvage dans cette lutte aux changements climatiques ?

LA VERSION ALBERTAINE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour Sara Hastings-Simon, professeure au département de physique et d'astronomie de l'Université de Calgary, la transition énergétique, c'est «le changement nécessaire pour faire face au changement climatique, en particulier d'un système énergétique fossile à un système zéro carbone».

Est-ce envisageable en Alberta? La province était, jusqu'en 2017, fortement dépendante du charbon pour sa production électrique. À en croire celle qui siège également au comité d'experts de

l'Institut canadien pour des choix climatiques, l'industrie pétrolière et gazière peut toujours continuer d'opérer en Alberta tout en s'inscrivant dans la logique de la transition énergétique.

La géothermie peut être une source énergétique complémentaire au secteur pétrolier et gazier de la province. Cette énergie renouvelable «peut réduire les émissions de la production pétrolière et, potentiellement, réduire les coûts (par exemple lorsque les prix du gaz naturel étaient élevés). Les deux ne sont pas nécessairement directement liées, mais la géothermie peut être utilisée pour décarboner le système électrique séparément de la production de pétrole et de gaz», vulgarise la directrice du programme de maîtrise ès sciences en développement énergétique durable (SEDEV) de l'Université de Calgary.

OTTAWA-EDMONTON : QUI A LE POUVOIR EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ?

Le message qu'envoient les Conférences des Parties est clair : la lutte contre les changements climatiques passe par la coopération et les politiques. Au Canada, les compétences provinciales et fédérales en matière d'énergie et d'environnement s'emboîtent.

Comme l'illustre Mme Hastings-Simon, «la réglementation du réseau électrique est une responsabilité provinciale, mais le gouvernement fédéral peut imposer des contraintes telles que l'élimination progressive du charbon qui ont également un impact sur le secteur».

En 2018, la Cour suprême du Canada a tranché la question : la *Loi de la tarification*

de la pollution causée par les gaz à effet de serre est ajoutée à la Constitution. Les provinces doivent la respecter.

LA FACTURE DE LA POLLUTION

D'après Alaz Munzur, la COP26 devrait engendrer «un intérêt accru pour les tarifs carbone, dans des pays aux objectifs ambitieux comme le Canada». Depuis cinq ans, Ottawa détermine des exigences en matière de tarification du carbone, mais c'est tout de même aux provinces de déterminer leur propre système. En 2016, l'Alberta «était un chef de file dans ce domaine». Une tarification du carbone et un plafond de pollution pour l'industrie des sables bitumineux étaient déjà en place depuis 2015.

Arrivé au pouvoir en 2019, le Parti conservateur uni (UCP) ne tarde pas à éliminer le mécanisme provincial de tarification du carbone. Le plafond de pollution est maintenu, mais l'industrie ne semble pas devoir le respecter. Pour cette associée de recherche, la province «s'inquiète de l'impact négatif potentiel des cibles fédérales sur le bien-être et les industries confrontées à des pressions concurrentielles résultant de la tarification du carbone comparativement plus élevée».

Malgré ses inquiétudes, la province doit respecter les lois fédérales. La réponse du parti UCP? Injecter 176 millions de dollars dans le programme *Technology Innovation and Emission Reduction Regulation* (TIER) qui a permis d'appuyer financièrement 16 projets d'innovation technologique et de réduction des GES.

«Le développement en technologie et la tarification du carbone sont au cœur de ce débat [celui du développement économique et de la protection de l'environnement]. Se concentrer sur l'un sans l'autre ralentit les efforts climatiques du Canada», affirme Mme Munzur.

Quelques heures après le début de la COP26, Jason Kenney affirmait être prêt à rendre le plafond d'émission de GES de l'Alberta plus restrictif... à condition que le gouvernement fédéral prenne en charge les coûts. ▲



↑ Océanne et ses camarades devant les médias.
Crédit : Courtoisie

COP26 : FACE À LA JEUNESSE, LES CHEFS D'ÉTAT N'ONT QU'À BIEN SE TENIR

C'est en substance ce qu'envoie **Océanne Kahanyshyn-Fontaine** comme message aux dirigeants de la planète lors de sa présence à la **COP26** de Glasgow. À la veille de son dix-huitième anniversaire, elle participe avec six autres jeunes à ce que l'on appelle déjà, «le rendez-vous de la dernière chance pour lutter contre les changements climatiques».

↑ Océanne revendique son anxiété climatique et sa volonté de changer les choses. Crédit : Courtoisie

“ C'EST AUJOURD'HUI LE TEMPS DE FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES JEUNES! ”
Terry Godwaldt

GLOSSAIRE

UBUESQUE
Qui évoque le grotesque, le cynisme et la petitesse d'esprit



ARNAUD BARBET
JOURNALISTE

Une jeune étudiante franco-albertaine a quitté Edmonton dans le cadre du projet #Decarbonize.

Pendant 10 jours, elle effectue avec six autres jeunes de tous les continents un réel marathon médiatique, pédagogique et informatif avec un objectif ultime : la présentation aux grands de ce monde d'un manifeste regroupant «la perspective de la jeunesse».

Océanne insiste sur la présence en personne de son groupe à la COP26. «On ne peut pas être quelqu'un d'autre. Il faut que l'on soit nous-mêmes et non de petits adultes.» Car si ce manifeste ne comporte qu'une quinzaine de pages, il a le mérite de présenter clairement les demandes de milliers de jeunes qui y ont collaboré explique-t-elle.

Loquace et éloquente, Océanne interpelle les grands de ce monde avec virulence. «Le message est clair : vous devez passer à l'action et faire ce que l'on vous demande!»

Selon Terry Godwaldt, le directeur du Centre d'éducation globale et instigateur de ce projet, «c'est aujourd'hui le temps de faire entendre la voix des jeunes!» Ancien professeur, il parcourt depuis un certain nombre d'années ces sommets mondiaux avec son organisme et le soutien de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

«Pendant longtemps les jeunes étaient très marginalisés dans ce genre d'évènement. Ce n'est que très récemment que la jeunesse a des choses à dire, et qu'on leur donne la parole, et qu'ils sont écoutés», affirme-t-il.

OCÉANNE, UN MAILLON DU CHANGEMENT

«Océanne représente la voix de ceux qui ont une aisance dans la vie, mais qui veut donner aux autres», explique l'initiateur du projet #Decarbonize. Océanne a été choisie, car c'est une jeune personne réfléchie, à l'aura incroyable. Elle a une grande facilité à communiquer ce qu'elle désire.

Océanne est bien consciente que son avenir sera douillet même si elle aussi vit une anxiété climatique remarquable. Elle écarte de la main ceux qui pensent que si l'on est privilégié, on ne doit rien faire. «C'est ma responsabilité! C'est n'est pas correct d'oublier les autres, ceux qui sont moins nantis», dit-elle solennellement. «Ce n'est pas juste, c'est le jeu de la vie!» Elle nous persuade qu'il est essentiel d'aider les autres et de ne pas les laisser en arrière. Elle enfonce le clou, «on est au point de non-retour, c'est une crise mondiale. Il faut sauver l'humanité!»

«Sans vouloir offusquer», Océanne dénonce pêle-mêle le manque d'éducation environnementale dans les écoles, sa jeune génération beaucoup plus proche des écrans que de l'humain ainsi que la société nombriliste et termine finalement par un constat alarmant qu'elle comprend. «Tant qu'une catastrophe ne nous touche pas directement, il est difficile de réaliser la problématique en amont.» Elle invite donc la jeunesse à croire en leur force, à sortir pour rencontrer les autres et finalement lutter pour leurs idéaux.

L'ALBERTA N'EST PAS AU MANIFESTE MAIS VA SE SENTIR CONCERNÉE

Alors que la «Journée de l'énergie» a eu lieu le 4 novembre à Glasgow afin de trouver des solutions notamment pour endiguer la consommation d'énergie fossile, Océanne fulmine. «Jason Kenney investit 7 milliards dans le pétrole alors que tout le monde sur la planète sait que les énergies fossiles et notamment celle de l'Alberta

Le projet #Decarbonize en quelques chiffres

35000

jeunes de 12 à 18 ans

Originaires de **35 pays** sur 5 continents

Des milliers d'heures d'échanges et de réflexions

Une synthèse élaborée par **120 jeunes** en 72h non-stop de visioconférence

Un manifeste de **15 pages**

7 jeunes au sommet de la COP26

Un quart de la population mondiale a moins de **18 ans**

#Decarbonize, la plus grande délégation de jeunes (7) sur 5000 participants.

sont en fin de vie et hyperpolluante!» Déçue et à la fois tristement amusée par ces incohérences, elle espère un changement. Une situation **ubuesque** lorsque l'on sait qu'aucun membre de son gouvernement ne s'est déplacé à la COP26.

Dans le même registre, elle insiste sur l'impossibilité pour la province de mettre en place une réelle politique pour une réduction des émissions de gaz à effets de serre. Elle souligne son incompréhension face aux chiffres de 2019 qui indiquent que les émissions combinées de l'Alberta et de l'Ontario représentaient 60 % (38 % et 22 % respectivement) du total national selon le site du gouvernement du Canada. «En Ontario, je peux me l'expliquer par la grande population, mais pas ici!»

LES FEMMES, SOURCES D'INSPIRATION

Océanne espère encore rencontrer la première ministre de Nouvelle-Zélande Jacinda Arden qui a notamment proclamé «un état d'urgence climatique» juste après sa réélection en 2020 à la tête de ce pays. Elle note notamment la mise en avant de sa politique environnementale et de santé pour sa population. «J'aimerais tellement savoir comment ça marche dans sa tête», dit-elle en mimant cette explosion d'idées visionnaires.

Plus proche de nous, Rachel Notley l'inspire énormément. Elle estime qu'à l'époque où elle était première ministre de l'Alberta, «elle a au moins essayé des choses». Elle sait aussi combien ses décisions ont été impopulaires. Néanmoins, la mise en place de la taxe carbone à la pompe et l'augmentation du prix de la tonne d'émission de gaz à effet de serre (GES) pour les grands pollueurs étaient, selon elle, de bonnes initiatives.

Même si les conservateurs sont là depuis des décennies, elle insiste sur le fait que Rachel Notley a eu le courage d'assumer ses idées. «Elle n'a jamais laissé quelqu'un lui dire quoi faire.» Une qualité qu'elle ne tarit pas d'éloges et qu'elle adopte sans faux-semblant. «Ici ou ailleurs, je ne suis pas une marionnette et je ne le serais jamais!» Une belle façon de répondre à tous ces adultes qui ne laissent pas la chance à la jeune génération face au combat du réchauffement climatique.

LA FRANCOPHONIE, MAIS PAS TOUT LE TEMPS

Concernant le programme #Decarbonize, elle n'a pas le choix de parler en anglais, «c'est la langue de tout le monde aujourd'hui». Une tendance à l'unilinguisme qui semble lui faire un petit pincement au cœur. Néanmoins, elle affirme que dès qu'elle en a l'occasion, «je parle «fiertement» en français!»

Le sommet de la COP26 est bientôt terminé, mais elle ne se décourage pas de pouvoir discuter en français avec des chefs d'État francophones si elle en a l'occasion.

D'ailleurs, s'il y en a un qu'elle voudrait interpeller, c'est bien le premier ministre du Québec. «J'aurais tellement de plaisir à dire à monsieur Legault qu'il ne faut pas qu'il oublie que la communauté francophone existe aussi en dehors du Québec.» Une missive qui trouve peut-être sa source dans l'obligation pour Océanne de rejoindre un cursus universitaire en anglais faute de programme identique en français au Campus Saint-Jean. ▲



ANTOINE BOUSSOMBO, UN ENSEIGNANT PAS COMME LES AUTRES

Né et élevé à Libreville, la capitale du Gabon, un pays situé en Afrique centrale, **Antoine Boussombo**, un ancien athlète olympique sur piste, continue d'évoquer sa passion pour le sport, mais cette fois-ci au sein de la francophonie albertaine. Il a d'ailleurs reçu le prix Pierre-Bergeron (jeunesse) décerné par l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) en février et a été honoré lors du dernier Congrès annuel de la francophonie.

“
JE VEUX QUE
MA VIE SOIT
UNE AVENTURE
[...] JE ME
METS SUR UN
CHEMIN ET JE
DÉCOUVRE LES
CHOSSES”

Antoine
Boussombo

Grandissant dans une famille modeste, Antoine Boussombo a toujours eu une très grande passion pour le sport et la littérature. Il aurait voulu être journaliste ou avocat. Malheureusement, cela n'a pas été possible à cause d'un manque de moyens financiers. Cette situation le pousse alors à faire des études de littérature française afin de devenir enseignant.

Après avoir quitté le Gabon en 2001, il s'installe à Edmonton. En arrivant, l'intégration au niveau culturel et linguistique n'a pas été facile. Bien qu'il était diplômé de l'École Normale Supérieure de Libreville, Antoine a dû reprendre ses études à l'Université de l'Alberta pendant cinq ans. Il faisait aussi partie de l'équipe d'athlétisme. Une fois diplômé, il est embauché par l'école Alexandre-Taché où il enseigne le français et l'éducation physique aux élèves du secondaire.

«Le fait de décider de faire ma vie ici, il fallait vraiment s'intégrer, au niveau de la langue, reprendre les études. Même au niveau du sport, les méthodes d'entraînement étaient différentes. Et il fallait accepter tous ces changements pour s'intégrer dans la société», explique Antoine.

Dès son arrivée à Edmonton, Antoine s'implique activement dans la francophonie albertaine en faisant du bénévolat pour

plusieurs organismes tels que l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) et la Fédération du sport francophone de l'Alberta (FSFA). «Le jour après mon arrivée, j'ai demandé s'il y avait une communauté francophone ici. J'ai été conduit à La Cité francophone et c'est comme ça que j'ai commencé à militer pour la francophonie.»

Antoine Boussombo s'implique alors comme entraîneur en athlétisme pour les Jeux de l'Alberta et, par la suite, devient un des entraîneurs officiels de l'équipe albertaine lors des Jeux francophones canadienne depuis 2011. Son implication auprès des jeunes est, pour lui, la place où il peut faire une «différence».

C'est cet engagement auprès de la jeunesse francophone qui lui a valu de recevoir le prix Pierre-Bergeron (jeunesse) en février dernier. «Une grande surprise!»

C'est sa fiancée qui, ayant constaté son travail acharné avec les jeunes et leurs apprentissages, a décidé de soumettre sa candidature pour ce prix. «Elle ne m'a même pas dévoilé ça. Je pensais que c'était une blague. Et c'est au moment où j'ai commencé à recevoir les courriels que j'ai vraiment su que c'était du sérieux», s'exclame-t-il.

UNE PASSION OLYMPIQUE DEVENUE RÉALITÉ

Dès son plus jeune âge, Antoine se démarque au niveau sportif. Pendant son secondaire à Libreville, il décide d'intégrer une équipe de soccer dans laquelle il est gardien de but. Mais après quelques défaites et le manque de soutien au sein de son équipe, il décide de changer de sport. Il commence l'athlétisme.

«Quand il y avait une défaite, c'était toujours la faute de quelqu'un, on s'accu-

sait mutuellement, dit-il en riant. Et là, je me rencontre que non, au lieu de me faire accuser, je préfère aller faire un sport où je suis responsable que je performe bien ou mal. Alors, c'est comme ça que j'ai fait la transition vers l'athlétisme.»

Après avoir changé de sport, son parcours n'a pas été facile. La passion pour l'athlétisme n'était pas aussi présente dans la vie d'Antoine. Mais à l'âge de 23 ans, tout a changé lorsqu'il rencontre l'entraîneur national du Gabon, Roger Oyembo. «Quand il m'a vu, il m'a dit: "Tu sais, tu as beaucoup de talent. Aimerais-tu vraiment continuer?"»

Mais au début, Antoine n'était pas «convaincu» de son propre talent.

Après que Roger l'ait pris sous son aile, Antoine se passionne et se **dévoue** à ce sport individuel. Il met toute sa force et sa concentration. Ses spécialités sont les épreuves de courte piste, soit le 100 mètres, le 200 mètres et le 400 mètres sprint. C'est ainsi qu'il a pu participer à plusieurs reprises à des compétitions nationales et internationales. Il a couru lors des Jeux olympiques de 1996 à Atlanta et ceux de 2000 à Sydney.

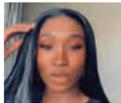
Jusqu'à ce jour, il détient le record national du Gabon pour le 100 mètres et le 400 mètres sprint.

Finalement, l'ancien athlète olympique espère continuer de vivre cette vie pleine de rebondissements et ne désire nullement changer ce qu'il fait maintenant comme enseignant et entraîneur. «Je veux que ma vie soit une aventure [...] je me mets sur un chemin et je découvre les choses. Parce que c'est quand tu es prêt à découvrir les choses que ta vie a du sens. Si c'est trop planifié, ça devient plate!» ▲



LE JOUR
APRÈS MON
ARRIVÉE, J'AI
DEMANDÉ S'IL
Y AVAIT UNE
COMMUNAUTÉ
FRANCOPHONE
ICI. J'AI ÉTÉ
CONDUIT À LA
CITÉ FRANCO-
PHONE ET
C'EST COMME
ÇA QUE J'AI
COMMENCÉ À
MILITER POUR
LA FRANCO-
PHONIE”

Antoine
Boussombo



EMMANUELLA
KONDO
JOURNALISTE

GLOSSAIRE

DÉVOUEMENT

Action de se consacrer entièrement à quelqu'un ou à quelque chose

Appel aux bénévoles

**Vous avez une expertise particulière?
L'envie brûlante d'écrire et de
partager quelque chose qui vous
anime avec votre communauté?
Quel contenu manque-t-il
dans ce journal?**

**ENGAGEZ-VOUS AVEC
LE FRANCO**

**PARTAGEZ VOS IDÉES À
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA**





MYLÈNE BEAULIEU SOUHAITE RASSEMBLER LES FRANCOPHONES DE LETHBRIDGE

Résidente de Lethbridge depuis 2014, Mylène Beaulieu constate que la communauté francophone et les francophiles ne se mélangent pas. À la tête de l'ACFA régionale de Lethbridge depuis le 13 septembre dernier, la nouvelle directrice s'est donné pour mission de les réunir.



JE VEUX EM-MENER LES FRANCOPHILES À L'ACFA AVEC MOI ET QU'ILS ME SUIVENT DANS LES ACTIVITÉS”
Mylène Beaulieu

Suppléante à l'école francophone La Vérendrye de 2015 à 2017 et aide-élève à l'école d'immersion française Nicholas Sheran Elementary School de 2017 jusqu'à sa nomination au poste de directrice de la Régionale, la Québécoise Mylène Beaulieu connaît bien ce qu'elle appelle «les deux francophonies de Lethbridge».

Elle sait notamment que les francophiles ont de la difficulté à s'intégrer à cette communauté francophone composée principalement de Québécois et de Français. En devenant directrice de l'ACFA régionale de Lethbridge, elle compte briser la glace et lever cette barrière qui sépare les deux mondes. «Je veux emmener les francophiles à l'ACFA avec moi et qu'ils me suivent dans les activités.» Une belle façon de réunir tous les adeptes de la langue de Molière.

UN CONCOURS DE CITROUILLE POUR HALLOWEEN

Pour Mylène Beaulieu, il est hors de question d'attendre la fin de la pandémie pour commencer à inviter les francophiles à se joindre à la Régionale. «Ça commence maintenant!», s'exclame-t-elle en souriant. Sa première activité est un concours de citrouilles qui inclut autant les futurs membres que les membres actuels.

Une citrouille gratuite est remise à chacun des participants. Ils viennent la chercher au bureau de l'ACFA régionale, la décorent à la maison et en prennent une photo qu'ils envoient à l'organisme. «On a des prix à gagner et des catégories adultes et enfants.» Vous pourrez retrouver les gagnants dans nos pages. Au moment de la rédaction de cet article, elle avait déjà reçu 39 photos. Un succès!

UN SPECTACLE EN PERSONNE POUR SE RETROUVER ET D'AUTRES À VENIR

Le spectacle de Fred Pellerin, tenu dans le cadre du festival Coup de cœur francophone, est le premier événement que la directrice organise. Ainsi, le 8 novembre der-



↑ Mylène Beaulieu a côtoyé le personnel, les élèves et les familles de l'école d'immersion Nicholas Sheran School pendant quatre ans. Crédit : Courtoisie

nier, ce fut l'occasion pour tous de «se réapproprier à nouveau». Ce spectacle était aussi le premier événement organisé en présentiel depuis le début de la pandémie.

Pour ce qui est des prochaines activités de l'ACFA régionale de Lethbridge, elles sont encore en train de **«mijoter»** dans la tête de la directrice. «Rien n'a été mis sur papier.» Elle fera le point dans les prochains jours, en fonction de ce qu'elle a vu lors du spectacle de Fred Pellerin, et commencera alors à planifier la programmation. «Avant tout, je veux que les membres soient confortables à assister à des activités en présentiel.»

UNE PASSION POUR LE BASEBALL

Originaire de Val-d'Or, en Abitibi-Témiscamingue, la Québécoise se souvient combien ses parents l'ont impliquée dans la vie communautaire. Avec sa famille, elle a, entre autres, été bénévole lors de l'édition d'été des Jeux du Québec en 1987. Cette compétition sportive pour les athlètes québécois de moins de 18 ans avait lieu, cette année-là, dans sa ville natale.

Joueuse de baseball pendant son enfance, elle s'est aussi impliquée bénévolement dans cet univers après avoir terminé son baccalauréat en communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Elle a notamment coordonné à trois reprises les championnats canadiens de baseball de la Petite ligue canadienne (*Little League Canada*). C'est grâce à cette organisation sportive qu'elle a rencontré son mari. C'est aussi par amour qu'elle l'a suivi à Lethbridge.

Aujourd'hui, elle est heureuse et fière de pouvoir utiliser son expérience dans les domaines de l'événementiel, du développement communautaire et de l'éducation dans son nouveau rôle au sein de l'ACFA régionale de Lethbridge. «Le français, la communauté et le sens d'appartenance m'interpellent extrêmement.» ▲

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!



Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Emmanuella Kondo**, journaliste



• **Laissez-nous raconter : L'histoire crochie**, Marie-Andrée Gill, Radio Canada Ohdio, Apple Podcast, Google Podcast

Une chose très importante, c'est de redécouvrir la véritable histoire des Premiers Peuples. Si comme moi, cela vous tient à cœur, ce balado vous transportera dans le passé en quelques épisodes et vous ouvrira les yeux sur la réalité de la colonisation.



• **Fragments du passé** - Rose Rabinowitz, survivante de l'Holocauste, Winnipeg, Manitoba, 1948. Collection : Cher Journal. Autrice : Carol Matas (texte français de Martine Faubert). Scholastic Canada.

Depuis toute petite, je lis les romans de la collection Cher Journal. Ces récits sont basés sur les journaux intimes de jeunes filles qui racontent leur histoire personnelle. Ce livre parle de l'histoire de Rose Rabinowitz, une jeune fille qui a survécu à l'Holocauste. En ce jour du Souvenir, souvenons-nous aussi de tous les survivants.



• **Munch**, Production TF, Réaliser par Valérie Tong Cuong, Diffuser sur TV5

Si, comme moi, les séries policières vous intriguent. Cette série française, hors du commun grâce à son côté comique, mais aussi sérieux, vous transportera dans l'univers de Munch. Une avocate atypique toujours prête à défendre les innocents, mais à sa manière parfois originale.



LE FRANÇAIS, LA COMMUNAUTÉ ET LE SENS D'APPARTENANCE M'INTERPELLENT EXTRÊMEMENT”
Mylène Beaulieu



GLOSSAIRE

MIJOTER

Notion culinaire adaptée à la réflexion d'une personne, lente et posée



Parcs Canada Parks Canada

Canada

Avis public

Avertissement : Sentier de l'Héritage du parc national Banff

Un avertissement de conditions hivernales est en vigueur pour le sentier de l'Héritage du parc national Banff. Il n'est pas recommandé d'emprunter le sentier de l'Héritage, car la chaussée n'est pas entretenue en hiver. Les usagers s'exposent à divers risques : débris laissés par les chasse-neige, barrières fermées, tronçons glacés et neige épaisse.

parcsCanada.gc.ca/sentiersbanff



LA CÉLÉBRATION D'HALLOWEEN BAT SON PLEIN À CALGARY !

↑ Soirée d'Halloween présentée par le Centre d'appui familial, l'ACFA régionale de Calgary et le PIA et tenue à la Cité des Rocheuses. Crédit : Emmanuella Kondo

Cette année encore, le Centre d'appui familial s'est associé à l'ACFA régionale de Calgary (ACFA) et au Portail de l'immigrant Association (PIA) pour offrir aux jeunes une fête familiale et terrifiante. Un succès qui ne se dément pas pour les organisateurs. En effet, c'est plus de 70 familles qui se sont déplacées pour avoir des sueurs froides.

Lors de la nuit sinistre de l'Halloween, les sorcières et leur balai magique se déplacent et rôdent autour des enfants. Des cris de monstres et des rires machiavéliques montent vers les cieux, alors que les jambes faiblissent devant ce nombre incroyable de créatures mystérieuses qui se déplacent en cette nuit si particulière. Les pirates sanguinaires bousculent les princes et les princesses, les superhéros rivalisent d'ingéniosité pour, eux aussi, parcourir ce dédale de surprises.

En cette nuit, toutes les créatures mystiques se sont donc retrouvées à la Cité des Rocheuses. Le froid, le vent et la neige fondue n'ont pas découragé les petits gourmands et leurs parents. Julio Garcia et son petit monde sont des habitués de cette fête. Ils étaient déjà là l'année dernière. Il aime la cueillette de bonbons et la trouve encore très amu-

sante. Mais ce qu'il aime par-dessus tout, c'est cette «participation en famille, l'aspect rassemblement des communautés avec les enfants».

Mouna Gasmi, la directrice générale du Centre d'appui familial, son équipe et les nombreux bénévoles ont non seulement voulu faire plaisir aux familles francophones, mais aussi promouvoir le bien-être des familles. «On essaie de faire du mieux qu'on peut pour leur faire plaisir, pour aider leur résilience tout en respectant aussi les restrictions», explique-t-elle.

«Cette année, la célébration était plus animée pour que les familles puissent interagir entre elles. On sait que les familles ont besoin de ce contact humain et on sait aussi que c'est très pénible de faire tout en mode virtuel. C'est de là qu'est venue l'idée de faire cela en personne», mentionne la directrice du Centre.

Tout le monde a respecté la distanciation physique et porté un masque même si la majorité de l'événement s'est passé à l'extérieur. Les enfants ont ainsi pu être protégés et «gardés en bonne santé».

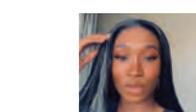
Julio Garcia précise, «cela fait un an qu'on est en pandémie. Les enfants se sont adaptés et les familles aussi» expliquant ainsi que la pandémie ne lui cause pas autant de problèmes et ne l'empêche surtout pas de participer à cette soirée en famille.

UNE ORGANISATION BIEN FICELÉE

À la nuit tombée, les familles comme celle de Julio ont, durant le temps qui leur était imparti, circulé de station en station, munies d'une carte de chasse au trésor et d'un petit sac pour que les enfants puissent amasser des bonbons. Frissons et rires étaient au rendez-vous.



↑ Les pirates Stéphanie et Michelle du Centre d'appui familial. Crédit : Emmanuella Kondo



EMMANUELLA KONDO
JOURNALISTE



↑ Parents et enfants en train de prendre leur sac d'Halloween effrayant, mais amusant. Crédit : Emmanuella Kondo



↑ Parents et enfants se déplaçant de station en station. Crédit : Emmanuella Kondo

Les sourires se sont aussi déliés, les familles pouvant circuler à pied, alors que l'année dernière ils avaient dû demeurer dans leur voiture. Une organisation bien rodée, un circuit clair et des créneaux horaires pour chaque famille afin de limiter le nombre de personnes sur le site.

De station à station, les petits monstres ont trouvé des objets et reçu des bonbons cachés pour ensuite les cocher sur leur carte au trésor pleine de mystères. Michelle Mendez Holmes, pirate d'un soir et agente communautaire préscolaire/coordonnatrice des programmes après école du Centre d'appui familial le jour, était très contente que le thème des pirates ait été choisi cette année. «La station pirate est ma préférée!»

Parmi les nombreuses stations, une était entourée de squelettes terrifiants, puis, plus loin, on trouvait un cimetière lugubre. Dans le hall d'entrée de la Cité des Rocheuses, les familles pouvaient grimacer pour une photo souvenir. À la toute fin, les parents et les enfants ressortaient de la Cité des Rocheuses avec une trousse d'activités de l'Halloween.

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE RÉUSSI

C'est Michelle Mendez Holmes qui était responsable de l'organisation de l'événement avec l'aide de bénévoles. «C'était beaucoup de travail», tant au niveau de la planification que de l'installation, mais avec l'aide des 16 bénévoles et de l'équipe, la soirée a été une réussite effroyable.

«Tout le monde est venu. (...)

Ce n'est pas juste moi qui ai mis ça en place, c'était vraiment un travail d'équipe», explique-t-elle. Pour l'année prochaine, Michelle espère encore plus. Un thème **festif** aussi épeurant que celui des Pirates, de nouvelles activités et plein de jeux pour toute la famille.

«On a déjà de nombreuses idées pour les années suivantes.» Le rendez-vous est pris pour l'année prochaine! ▲



PARTICIPATION EN FAMILLE, L'ASPECT RASSEMBLEMENT DES COMMUNAUTÉS AVEC LES ENFANTS"

Julio Garcia



ON ESSAIE DE FAIRE DU MIEUX QU'ON PEUT POUR LEUR FAIRE PLAISIR, POUR AIDER LEUR RÉSILIENCE TOUT EN RESPECTANT AUSSI LES RESTRICTIONS"

Mouna Gasmî



GLOSSAIRE

FESTIF

Lié à la fête, au divertissement

JE M'ABONNE / J'OFFRE LE FRANCO

1

Je choisis l'abonnement papier de 24 numéros à **48\$ / an.**

Merci de m'envoyer en plus la version PDF gratuitement pendant 1 an

2

Je choisis l'abonnement numérique uniquement à **24\$ / an.**

NOM

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

COURRIEL

À renvoyer accompagné de votre règlement par chèque à :

Le Franco
Pavillon II, Suite 303
8627, Rue Marie-Anne Gaboury (91 St) NW, Edmonton,
AB T6C 3N1

Des questions?

reception@lefranco.ab.ca

Ou pour plus de facilité, payez par carte bancaire en vous connectant sur notre site WEB lefranco.ab.ca/abonnement

**OYEZ,
OYEZ!**

VOUS ÊTES ENTREPRENEUR.E !

VOUS SOUHAITEZ QUE LES FRANCOPHONES DE L'ALBERTA DÉCOUVRENT ET APPRÉCIENT VOS PRODUITS ET SERVICES...

JOUEZ LA CARTE "LE FRANCO"! LA RENTRÉE COMMERCIALE SE PRÉPARE DÈS MAINTENANT. N'HÉSITÉS PAS ET CONTACTEZ VALÉRIANE À L'ADRESSE RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

Investir dans la relève

APPEL AUX DONS POUR LE FONDS DU JOURNAL LE FRANCO

Votre journal se fait un devoir de former, d'outiller et de promouvoir la relève journalistique en Alberta. C'est dans cet objectif que nous sollicitons vos dons dans le cadre du 8e Francothon organisé par la Fondation franco-albertaine.

En offrant 20\$, 50\$, 100\$ au Fonds du journal Le Franco, vous nous permettez de développer un programme de stage d'été rémunéré pour des élèves du secondaire. Tout l'argent reçu par le journal sera reversé directement à de jeunes Albertain-e-s qui veulent perfectionner leur talent d'écriture et créer du contenu d'intérêt en français.

En soutenant ce fonds, vous poserez un geste à double portée, c'est-à-dire que vous investirez dans la relève tout en soutenant l'épanouissement et le futur de la francophonie albertaine et canadienne. Merci d'avance pour votre générosité.

Un reçu aux fins d'impôts vous sera remis pour tout don de 20 \$ et plus.

Pour faire un don :

fondationfa.ca/fonds/fonds-du-journal-le-franco/

ou écrivez à direction@lefranco.ab.ca

RADIO-CANADA présente
Francophon
de La Fondation franco-albertaine

LE FRANCO
DEPUIS 1928. LE SEUL JOURNAL DE LANGUE FRANÇAISE EN ALBERTA



SPÉCIAL HALLOWEEN

LES CITROUILLES N'ONT PAS PEUR DE MONTRER LEUR TÊTE !



↑ De gauche à droite et de haut en bas : Aubreigh Klimpke - 2 e prix Enfant/Ado (8ans); Kane Ulrickson - 3 e prix Enfant/Ado (12 ans); Clémence et Dorian Allio - 1 er prix Adulte; Angélique Bodin - 2 e prix Adulte; Karine Daigle - 3 e prix Adulte; Kate Gilbert - Coup de cœur Adulte ; Marco Tremblay - Coup de cœur Enfant/Ado; Kaélynn Bodin - 1 er prix Enfant/Ado (13 ans)

SPÉCIAL HALLOWEEN

LES CITROUILLES N'ONT PAS PEUR DE MONTRER LEUR TÊTE !



↑ Thomas est fier de sa citrouille. Crédit : Courtoisie



↑ La famille Turgeon-Dargatz, de l'École Nouvelle Frontière, avec Jacob et Félix. Crédit : Courtoisie

CONCOURS DE CITROUILLES À L'ACFA RÉGIONALE DE GRANDE PRAIRIE

Le premier concours de citrouilles de l'ACFA régionale de Grande Prairie s'est terminé en beauté le lundi 1er novembre. Nous avons reçu de belles citrouilles bien décorées. Nous remercions la participation des familles



de l'école Nouvelle Frontière et des écoles d'immersion française St. Gérard et Montrose. Nous avons fait tirer deux prix de participation parmi les jeunes qui nous avaient envoyé leurs photos. Chaque gagnant a reçu des décorations d'Halloween, une lumière scintillante en forme de suçon et une carte-cadeau pour le cinéma. Le concours a réuni 15 participants!

CETTE ANNÉE, L'ACFA CANMORE-BANFF A FAIT SON CONCOURS VIRTUEL DE CITROUILLES DÉCORÉES. EN VOICI QUELQUES SUPERBES SPÉCIMENS. MERCI À TOUS POUR VOTRE PARTICIPATION !



↑ Anick Cadieux



↑ Marcia, Sonny, Jay et Jude Kinash



↑ Marcia, Sonny, Jay et Jude Kinash



↑ Marcia, Sonny, Jay et Jude Kinash



↑ Marcia, Sonny, Jay et Jude Kinash



↑ Marcia, Sonny, Jay et Jude Kinash



↑ Jacinthe Gervais



↑ Jacinthe Gervais

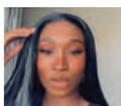


↑ Jacinthe Gervais



↑ Entrée du musée militaire et représentation de guerre. Crédit : Emmanuella Kondo

DU MUSÉE DES RÉGIMENTS AU MUSÉE MILITAIRE



EMMANUELLA KONDO
JOURNALISTE

Au Musée militaire, il règne des siècles de souvenirs historiques des soldats canadiens. De la Première Guerre mondiale aux combats en Afghanistan, ce lieu de mémoire vous transporte dans le passé et vous offre une palette d'émotions. De la joie à la tristesse, en passant par la fierté, le Musée, ouvert depuis 1990, est un sanctuaire du dévouement de nos forces armées.

Connu à l'époque de son ouverture sous le nom du Musée des régiments, il avait pour but de conter l'histoire des quatre régiments principaux de Calgary. *Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians)*, *The King's Own Calgary Regiment*, *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* et *The Calgary Highlanders* vous sont présentés avec en trame la mémoire de leurs soldats.

Puis, dès 2006, le Musée des régiments s'agrandit. On y fait alors une place à l'Armée canadienne, à la Marine royale canadienne et à l'Aviation royale canadienne. Avec ces trois nouvelles sections, le Musée est renommé le Musée militaire

de Calgary. Il est aujourd'hui le deuxième plus grand musée militaire au pays, après le Musée canadien de la guerre à Ottawa.

Aujourd'hui, c'est plus de 50 000 visiteurs de partout dans le monde qui passent, chaque année, les portes de ce lieu historique, culturel et éducatif. En effet, le Musée a aussi pour mission, grâce à sa fondation, d'offrir des programmes pédagogiques aux élèves canadiens. Sa bibliothèque, ouverte au public, dispose d'un nombre d'archives documentant l'histoire de la guerre et des missions militaires.

UN TOUT NOUVEAU MONDE AU CŒUR DE LA VILLE DE CALGARY

Avant même de mettre les pieds dans le Musée, votre attention est déjà captée. À l'extérieur, avec des expositions de chars et d'avions militaires, vous pouvez vous sentir transposé dans un tout nouveau monde. C'est dans cet environnement étrangement calme et apaisant que se dresse le mémorial dédié aux membres des régiments fondateurs du Musée.

Puis, dans l'entrée, en levant la tête, vous pourrez admirer les 24 blasons des différents régiments affiliés au Musée. Chaque blason est placé à l'est ou à l'ouest de l'entrée en fonction de leur situation géographique au pays.

Devant vous, dans l'atrium, la fresque d'honneur prend toute sa place. Cette murale représente une combinaison de 240 histoires militaires de différents soldats et anciens combattants canadiens depuis la guerre de 1812 à celle



↑ De droite à gauche: Kawa Aahangar, journaliste en Afghanistan et Rory Cory, le conservateur principal au Musée militaire s'occupant de l'exposition *Mission Afghanistan*. Crédit : Emmanuella Kondo

en Afghanistan. Elle a été officiellement dévoilée le 9 novembre 2007 avec la collaboration de plusieurs familles militaires et de l'Association des musées de l'Alberta.

«La murale est très importante pour nous. Elle représente tous les combattants canadiens. Chaque famille a confectionné une pièce de la murale pour représenter un de leur proche perdu au combat», décrit Rory Cory, le conservateur principal au Musée militaire.

À LA DÉCOUVERTE DES QUATRE RÉGIMENTS

Les quatre sections vous sont dévoilées au fur et à mesure que vous avancez dans le Musée. Chacune d'elle vous invite à découvrir l'histoire d'un des régiments fondateurs, de son créateur à son parcours militaire durant les conflits. Chaque salle a sa propre histoire. Par exemple, celle du régiment *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* raconte avec précision

• Le Musée militaire offre plusieurs expositions temporaires comme celle sur la mission des soldats canadiens en Afghanistan, de 2001 à 2014. Cette exposition est offerte dans les deux langues officielles et se termine le 22 novembre. Elle permet de commémorer les militaires et les civils qui ont perdu la vie au cours de cette mission. Comme toutes les autres sections du Musée, cette exposition est très captivante grâce au mélange de témoignages, de vidéos, d'images, d'objets et de sons militaires. Il ne faut surtout pas la manquer!



GLOSSAIRE

COMMÉMORER

Célébrer par une cérémonie le souvenir d'un événement important



↑ Représentation de la Première Guerre mondiale. Crédit : Emmanuella Kondo

Découvrez dans notre prochaine édition du 25 novembre, la cérémonie de la Journée des vétérans autochtones au musée militaire de Calgary.

L'histoire de sa création et de sa nomination en l'honneur de la princesse Patricia de Connaught, fille du gouverneur général du Canada, en 1914.

De la Première Guerre mondiale à celle en Afghanistan, l'espace devient littéralement un lieu de guerre où les bruits d'artillerie et des chenilles de chars en mouvement ne font qu'accentuer la réalité des faits et vous donnent l'impression d'être là avec les soldats canadiens.

Chaque scène de guerre mise en avant représente une situation réelle et vécue. On y retrouve des mannequins de cire habillés en soldats dans un décor surréel et authentique. Les nombreux objets exposés appartenaient à des soldats canadiens et ont été donnés au Musée par des familles militaires. Ces objets représentent, à n'en pas douter, l'âme du Musée et provoquent l'enthousiasme de ses visiteurs. C'est ce qui fait que ce musée est si «fantastique» selon Dave Peabody, ancien militaire sous le régiment *Princess Patricia's Canadian Light Infantry* et, aujourd'hui, directeur de l'institution muséale.

«Nous avons des articles dans nos collections qui appartiennent à des vétérans et chacun de cet article raconte leur histoire. Cela aide vraiment les gens à comprendre que ces objets ne sont pas seulement des objets, mais qu'ils font partie de l'Histoire.»

Les noms des soldats militaires qui ont sacrifié leur vie au combat, de la Première Guerre mondiale jusqu'à celle en Afghanistan, sont gravés dans une salle dédiée à cet effet. Elle devient alors, pour tous les visiteurs, un lieu de recueillement et de prières pour se souvenir de tous les vétérans canadiens.



↑ Dave Peabody, ancien militaire sous le régiment *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*, maintenant directeur du Musée militaire au ministère de la Défense nationale. Crédit : Emmanuella Kondo

UNE MINUTE DE SILENCE

Comme chaque année, le Musée organise une cérémonie pour commémorer des soldats et vétérans canadiens. Cette année, à cause de la pandémie, la cérémonie aura lieu devant un nombre réduit de participants, selon les directives du ministère de la Défense nationale. Le Musée sera toutefois ouvert au public et le prix d'entrée sera sous forme de dons au Musée.

«Nous voulons juste présenter l'histoire telle qu'elle est. Ce n'est pas toujours beau, tout n'est pas terrible. Nous voulons que les Canadiens viennent découvrir une partie de leur histoire et se rappeler des gens qui se sont sacrifiés pour ce pays», conclut Dave Peabody. ▲

M

Pour plus d'information :

- Musée militaire de Calgary
- 4520 Crowchild Trail SW, Calgary, Alberta
- <https://themilitarymuseums.ca/>
- (403) 410-2340

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca



Financé par :

Funded by:



Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees and Citizenship Canada

Gouvernement du Canada / Government of Canada

À VENDRE PAR APPEL D'OFFRES Terrains et bâtiments agricoles Onefour (Alberta)

À la moitié ouest de la section 15, canton 2, rang 4, à l'ouest du quatrième méridien, comportant 128,69 hectares et environ 40 bâtiments.

Pour voir la propriété (sur rendez-vous seulement), veuillez communiquer avec Agriculture et Agroalimentaire Canada :

Personne-ressource principale : Donovan Casson
Bureau : 403-317-2233
Mobile : 403-634-5853
Deuxième personne-ressource : Brad Patterson
Bureau : 403-317-3318
Mobile : 403-331-7827

Pour obtenir de plus amples renseignements, ainsi que les documents de l'offre, veuillez communiquer avec Linda Veeneman, Services publics et Approvisionnement Canada, au 780-718-1413 ou à linda.veeneman@pwgsc-tpsgc.gc.ca.

Les offres d'achat doivent être acheminées dans une enveloppe scellée portant la mention et l'adresse suivante :

Unité de réception des soumissions

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place du Canada
9700, avenue Jasper, bureau 1000
Edmonton (Alberta) T5J 4C3
No de dossier : R.064007.008

Les offres doivent être reçues au plus tard le 14 décembre 2021 à 14h (HNR).

AUCUNE OFFRE, PAS MÊME LA PLUS ÉLEVÉE, NE SERA NÉCESSAIREMENT ACCEPTÉE.

Canada



↑ La père et la mère du capitaine Naomi-Nisha lors de sa cérémonie de promotion au rang de capitaine en août 2021. C'est son père qui lui a remis sa décoration. Crédit : Courtoisie



↑ Le capitaine Naomi-Nisha Charette, sa mère et son père lors de la cérémonie d'enrôlement en 2017 à Chicoutimi sur une frégate. Crédit : Courtoisie

DE JEUNES INFIRMIÈRES SANS FRONTIÈRE

Pour le capitaine **Naomi-Nisha Charette** et pour le lieutenant **Marissa Hsu**, être infirmière militaire est un rêve de jeune fille devenu réalité. Mais, pour y parvenir, cela a exigé du travail et de la détermination. Pourtant, ce n'est que le début d'un nouveau chapitre de leur vie militaire, car les deux jeunes femmes espèrent un jour être déployées à l'étranger.

IJL
FRANCO.PRESSE
LE FRANCO

JE ME SUIS DIT,
C'EST ÇA QUE
JE VEUX FAIRE,
JE VEUX AIDER
LES GENS EN
SITUATION
DÉPOURVUE "

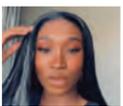
Lieutenant
Marissa Hsu

Depuis toute petite, le lieutenant Marissa Hsu a toujours eu une grande admiration pour l'armée canadienne. Elle en rêvait jour et nuit, se disant qu'un jour elle en ferait partie, sans même savoir ce que faisait exactement un soldat. Elle raconte qu'à la maternelle, la plupart de ses enseignantes avaient des proches qui étaient parties en Afghanistan et c'est en écoutant leurs histoires que le désir était né.

«Je me rappelle pendant le temps de l'ouragan Katrina, les chaînes de télévision racontaient comment l'armée avait envoyé des docteurs et infirmières pour venir en aide aux citoyens touchés par la catastrophe. Je me suis dit, c'est ça que je veux faire, je veux aider les gens en situation dépourvue», s'exclame le lieutenant Hsu.

«Pour moi, c'était un peu différent», précise le capitaine Naomi-Nisha Charette. Son père étant militaire, elle lui a toujours montré une grande admiration, sans être sûre de vouloir suivre ses pas.

Pendant ses études universitaires au Québec, avant de rejoindre l'armée, le capitaine Charette a travaillé comme infirmière dans un hôpital. Elle éprouvait néanmoins un désir non accompli. Pour elle, il y avait toujours un manque, sans réellement pouvoir l'identifier. Ayant servi son pays pendant 30 ans, son père l'a toujours encouragée à s'engager dans l'armée.



EMMANUELLA
KONDO
JOURNALISTE

«Mon père n'arrêtait pas de m'embêter. Il voyait que je n'étais pas heureuse. Il me disait juste : "Essaie, postule, on verra ce qui se passera". J'ai mis du temps à me décider, mais mon père avait toujours de belles histoires à propos de l'armée, alors je me suis dit pourquoi pas.»

«JE N'AI PAS REJOINT L'ARMÉE POUR L'ÉDUCATION GRATUITE»

L'Armée canadienne est reconnue pour donner l'occasion aux jeunes Canadiens de poursuivre leurs études universitaires tout en recevant une compensation financière. Ainsi, le Programme de formation des officiers de la Force régulière (PFOR) développe des jeunes hommes et femmes pour en faire des officiers des Forces armées canadiennes aux parcours professionnels diversifiés.

Le lieutenant Hsu et le capitaine Charette ont participé à ce programme. Le lieutenant Hsu en a fait partie dès sa première année universitaire, ce qui lui a permis d'avoir ces trois dernières années d'études financées par l'Armée. Pour le capitaine Charette, cela a été plus court.

«Je n'ai pas rejoint l'armée pour l'éducation gratuite. Je l'aurais fait quoi qu'il arrive; il n'a jamais été question d'argent. Il s'agissait toujours de vouloir servir», précise le lieutenant Marissa Hsu. Le capitaine Charette ajoute que même si l'armée n'avait pas accepté qu'elle entre dans le PFOR, elle aurait quand même postulé à la fin de son diplôme d'infirmière.

Maintenant diplômées d'un baccalauréat en sciences infirmières, le capitaine Charette et le lieutenant Hsu travaillent dans des hôpitaux et des cliniques telles que le Centre des services de santé des Forces armées canadiennes à Edmonton.

Bien que leurs études universitaires soient terminées, leur formation ne l'est pas. En effet, les infirmières doivent suivre des cours et des programmes d'apprentissages d'une durée variable, en fonction de leur expérience. Essentiels, ces cours particuliers leur permettent d'acquérir les compétences nécessaires pour travailler dans un contexte de soin actif militaire. Elles pourront ensuite devenir des infirmières militaires certifiées.



↑ Le capitaine Naomi-Nisha Charette durant le vol de familiarisation avec l'escadron 408 en février 2019. Crédit : Courtoisie

DANS L'ATTENTE, AVEC IMPATIENCE, D'UN DÉPLOIEMENT MILITAIRE

Entrer dans l'armée exige des soldats qu'ils soient toujours disponibles et prêts à partir en mission. Pour les deux professionnelles de la santé, c'est un but à atteindre. «Je pense que c'est un objectif de carrière pour presque tous ceux qui rejoignent l'armée», précise le capitaine Naomi-Nisha Charette.

De son côté, le lieutenant Hsu a eu une petite expérience personnelle sur les situations de déplacement dans l'armée. La hausse des demandes pour des infirmières est tellement élevée depuis le début de la pandémie que tout de suite après avoir reçu son diplôme, elle a reçu des avis de déploiement.

«Après ma graduation, avant même d'être infirmière militaire certifiée, je recevais des courriels sur le déploiement d'infirmières dans des foyers de soins en Ontario et au Québec. Ils indiquaient que nous pourrions être déployées dans les prochaines 48 heures», raconte-t-elle.

En attendant ce jour, le capitaine Charette et le lieutenant Hsu continuent de soutenir les citoyens canadiens du mieux qu'elles le peuvent à Edmonton.

«Bien sûr, je veux être déployée! Je veux avoir cette expérience de servir mon pays, c'est pourquoi j'ai rejoint l'armée, afin que je puisse aider. Même si j'aide ici à l'arrière-plan, j'aimerais être là quelque part où ils ont besoin de nous», conclut le capitaine Naomi-Nisha Charette. ▲



J'AI MIS DU
TEMPS À ME
DÉCIDER,
MAIS MON
PÈRE AVAIT
TOUJOURS
DE BELLES
HISTOIRES
À PROPOS
DE L'ARMÉE,
ALORS JE
ME SUIS DIT
POURQUOI
PAS "

Lieutenant
Marissa Hsu

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?

Nous sommes là pour vous aider!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca

Service d'assermentation gratuit à Edmonton



GLOSSAIRE

INFIRMIÈRE
Personne habilitée à assurer la surveillance et les soins sur prescription médicale



← Portrait officiel du sous-lieutenant Anabelle St-Martin. Crédit : Courtoisie
 ← Portrait officiel du caporal Lucie Vachon. Crédit : Courtoisie
 ← Un portrait du caporal Alexandre Garon. Crédit : Courtoisie

GLOSSAIRE

LIBERTÉ

Degré d'indépendance que l'on juge normal et légitime pour le citoyen

TROIS SOLDATS NOUS PARLENT DU JOUR DU SOUVENIR

Le jour du Souvenir est un moment solennel pour toutes les personnes qui servent leur pays. Symbolique, le 11 novembre est l'occasion de rendre hommage à tous ceux et celles qui ont marqué l'histoire. Mais quel que soit le conflit, ce jour en la mémoire des victimes de la Première Guerre mondiale est un instant de recueillement essentiel pour ne jamais oublier.



Le père du sous-lieutenant Anabelle St-Martin était dans l'armée quand elle était jeune. «C'est lui qui m'a tout montré de ce que l'armée pouvait offrir». C'est l'une des raisons pour laquelle le Slt St-Martin s'est jointe à l'armée quelques mois après avoir atteint sa majorité. Le jour du Souvenir signifie énormément pour cette officière de la logistique engagée dans les Forces armées canadiennes depuis quatre ans. La native de Valcartier, au Québec, se souvient, «c'est grâce à lui que je comprends à quel point le jour du Souvenir est important».

Diplômée du Collège militaire royal du Canada à Kingston, en Ontario, elle s'est beaucoup plus impliquée dans le jour du Souvenir lorsqu'elle a rejoint l'armée. «Pour moi, c'est toujours un honneur de faire partie de la cérémonie. C'est un jour de mémoire pour ceux qui ont défendu notre nation et tous ceux qui ont servi», dit-elle. Elle explique combien le jour du Souvenir symbolise une reconnaissance pour les services et les sacrifices des soldats.

Cette cérémonie est aussi dans l'esprit du caporal Lucie Vachon qui y ajoute l'évocation d'une **liberté** essentielle à notre société. Normalement, en dehors de

la pandémie, le Cpl Lucie Vachon participe à des défilés militaires, notamment dans le centre-ville d'Edmonton.

La femme de 36 ans, domiciliée à Morinville, a participé à un déploiement en Lettonie dans le cadre d'un programme de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2019. À l'étranger, il y avait aussi des célébrations. Cela «n'inclut pas juste les Canadiens, mais toutes les nations qui étaient avec nous», dit-elle. Elle ajoute qu'en déploiement, le jour du Souvenir a une signification encore plus grande. «On perd des confrères et des consœurs, donc c'est quelque chose qui nous touche plus personnellement.»

Si le jour du Souvenir est évident pour les militaires, le caporal Alexandre Garon, spécialiste de l'intelligence des signaux, se souvient de l'époque où il était un civil. «C'est différent quand on porte le drapeau sur notre épaule, ça l'apporte une autre perspective. Ça donne un sentiment d'appartenance qui est beaucoup plus proche que quand j'étais un civil.»

Celui qui analyse les transmissions électroniques ainsi que protège les réseaux informatiques du gouvernement du Canada pense au jour du Souvenir. Sa perception du 11 novembre «est celle de collègues de travail que je n'avais jamais eu la chance de connaître et qui sont allés faire face aux horreurs de la guerre pour le Canada». L'homme de 37 ans, qui est dans l'armée depuis 2015, insiste sur le fait de se rappeler «le sacrifice des hommes et femmes en uniforme qui se sont battus pour qu'on puisse avoir nos libertés».

UN COQUELICOT POUR NE PAS OUBLIER

La Première Guerre mondiale peut sembler loin pour certaines personnes, pense le sous-lieutenant Anabelle St-Martin. «Mais c'est tellement un grand événement dans notre réalité qu'on ne devrait jamais l'oublier», dit-elle. Elle pense que le coquelicot représente l'histoire de la Première Guerre mondiale et des champs d'honneur et elle aime sa couleur rouge qui attire l'attention.

Pour le caporal Lucie Vachon, le jour du Souvenir fait partie de notre histoire. «Pour certaines personnes, [le coquelicot] est peut-être juste une fleur rouge qu'on porte, mais ça représente les plaines après la fin de la Première Guerre mondiale», dit-elle en ajoutant «c'est une forte représentation». Pour elle, le jour du Souvenir ne représente pas juste une journée, mais le symbole d'une génération complète de soldats qui ont donné leur vie pour la cause.

Alors que le coquelicot et le jour du Souvenir représentent la Première Guerre mondiale, pour le Cpl Alexandre Garon, ils évoquent tous les soldats qui sont allés se battre pour leur pays. Le Cpl Garon souligne notamment ceux qui ont combattu lors de la Seconde Guerre mondiale et lutté contre les atrocités des camps de concentration.

Il insiste d'ailleurs sur la libération de ces camps et pense aussi à l'unification de tous ces pays qui se sont soulevés contre le tyran. Le caporal s'exclame, «tous les soldats qui sont allés faire face aux horreurs de la guerre ont démontré un courage incroyable!» ▲

Coquelicot rouge et coquelicot blanc

• Le coquelicot rouge est une plante indigène qui pousse le long de la majeure partie du front occidental de la Première Guerre mondiale. Il est devenu un symbole du souvenir, de ces victimes militaires. C'est aussi le emblème de la Légion royale canadienne.

Le coquelicot blanc a, quant à lui, été utilisé pour la première fois comme symbole de paix en Angleterre en 1933. Il symbolise aujourd'hui les victimes civiles de la guerre.



“ POUR MOI, C'EST TOUJOURS UN HONNEUR DE FAIRE PARTIE DE LA CÉRÉMONIE ”
 Slt Saint-Martin



ISAAC LAMOUREUX
 JOURNALISTE

SOYEZ ENTIÈREMENT PROTÉGÉS.

FAITES-VOUS VACCINER CONTRE LA GRIPPE ET CONTRE LA COVID-19.

Les enfants de moins de 5 ans – et leur famille – doivent se faire vacciner contre la grippe dans une clinique d'AHS. Rendez-vous obligatoires.

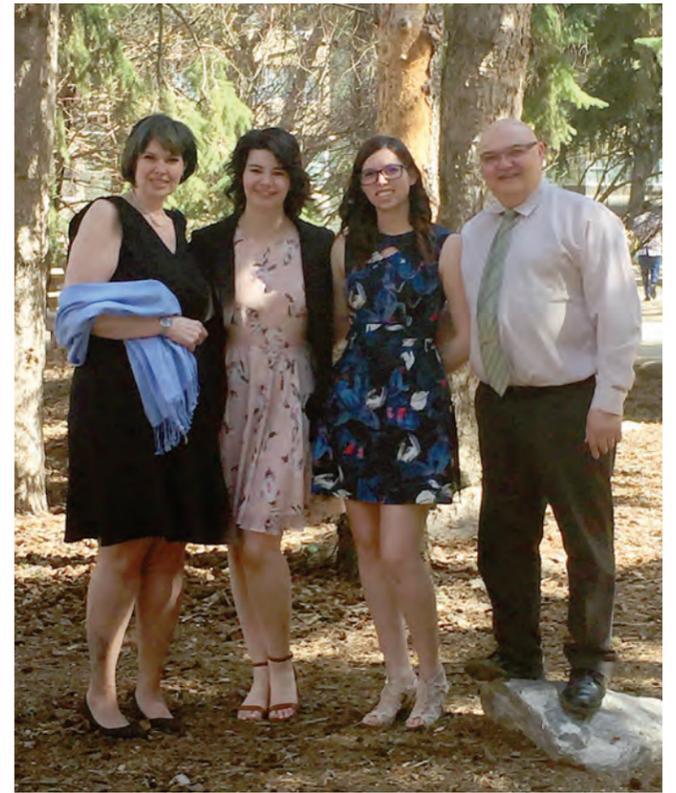
Tous les autres Albertains peuvent se faire vacciner dans une pharmacie ou un cabinet de médecin.

Si vous n'êtes pas encore vaccinés contre la COVID-19, vous pouvez recevoir ce vaccin en même temps que celui contre la grippe.

Pour en savoir plus, visitez le site ahs.ca/vaccin.
 Vous avez des questions? Appelez le 811.



↑ Marco Pagliericci, alors qu'il était sergent, avec son père et son frère. Crédit : Courtoisie



↑ Steve Daigle, son épouse Guylaine et leurs filles. Pendant sa carrière militaire, ses plus beaux souvenirs de famille se sont déroulés en Allemagne. Crédit : Courtoisie

HISTOIRES DE FAMILLE DANS LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

Lorsqu'il y a un mariage entre une civile et un militaire, celle-ci marie l'homme et sa carrière. **Marco Pagliericci et Steve Daigle**, deux vétérans des Forces armées canadiennes, ont dévoué leur vie à défendre leur pays et à maintenir la paix. Ils témoignent de leur histoire d'amour et de famille.



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Pour Marco Pagliericci, l'un des meilleurs moments de sa vie a été lorsqu'il a été déployé en Allemagne. Il y a d'ailleurs rencontré son épouse, une Allemande, qui l'a suivi au Canada. De la Colombie-Britannique au Nouveau-Brunswick et jusqu'en Alberta, il affirme qu'elle «a été le plus gros sup-

port de sa vie».

Quant à Steve Daigle, lorsqu'il a fait la rencontre de celle qui allait devenir son épouse, il lui a parlé de l'amour qu'il portait pour son travail dans les Forces armées canadiennes. «Je lui ai expliqué que mon travail m'amenait à voyager et, souvent, ça pouvait être à la dernière minute.» Trois semaines après le début de leur relation, il a été déployé pour deux mois. «Elle est extraordinaire et elle a toujours été compréhensive.»

DEVENIR PÈRE ET PARTIR EN MISSION

Lorsque sa première fille est née, Steve Daigle a été déployé un mois plus tard sur le plateau du Golan, entre la Syrie et Israël. «Lorsque je suis partie, elle avait 30 jours.» Il était volontaire pour cette mission de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD).

Il avait refusé de partir au Cambodge pendant que sa femme était enceinte puisque cette mission se voulait plus dangereuse. Toutefois, d'un moment à l'autre, Steve Daigle savait qu'il allait devoir partir en mission et a donc choisi celle qui causerait le moins de stress supplémentaire à sa conjointe.

Lors de son départ pour la guerre du Golfe, la femme de Marco Pagliericci était à la fin de son dernier trimestre de grossesse. Il s'estime aujourd'hui très chanceux d'avoir pu être présent à son accouchement. Il a pu rester une semaine auprès de sa conjointe, de sa petite fille de cinq ans et de son nouveau-né, un petit garçon.

Comme Marco Pagliericci, Steve Daigle connaît ses instants où l'armée décide pour la personne de son avenir proche. Il souligne que pour les militaires, il est régulier de partir en mission, même lorsque ce départ coïncide avec un événement familial et personnel important.

Finalement, «quand tu es soldat, il faut que tu sois prêt à pouvoir partir à n'importe quel moment et n'importe où dans le monde», ajoute Marco Pagliericci.

FIN D'UNE CARRIÈRE MILITAIRE

Leur choix d'accrocher l'uniforme a été pris à la suite de discussions en famille. En 2011, Steve Daigle, après 28 ans de service dans l'armée, a eu la possibilité de se faire transférer en Ontario, mais sa famille, elle, tenait à rester à Edmonton.

«Ma plus vieille avait 18 ans, ma plus jeune en avait 15. Il lui restait une année pour finir son secondaire. Celle de 18 ans avait un chum, c'était pas mal sérieux. Et



↑ Marco Pagliericci et un camarade en mission de paix à Chypre en 1980. Crédit : Courtoisie

puis mon épouse avait un travail qu'elle aimait beaucoup», raconte-t-il.

Il avait l'option de partir seul, mais a choisi de rester avec ses proches. «J'avais passé assez de temps loin de ma famille.» Sa famille le suivant depuis 20 ans dans son travail pour les Forces armées canadiennes, Steve Daigle savait que c'était à son tour de faire le pas. Jeune et admissible à la retraite, il n'a jamais été soucieux pour son avenir professionnel après l'armée.

De son côté, Marco Pagliericci se souvient de l'époque où son épouse commençait à être inquiète des risques du métier, surtout lors des déploiements. Des inquiétudes qui s'ajoutaient à la **désapprobation** de ses enfants qui ne voulaient plus le suivre dans ses déplacements.

«Quand les enfants sont jeunes, c'est plus facile de bouger. À partir de l'adolescence, c'est difficile», note Marco Pagliericci. Il a alors pris la décision de renouer avec un rêve de jeunesse et devient policier à Lethbridge après 23 ans dans les Forces armées canadiennes. ▲



JE LUI AI EXPLIQUÉ QUE MON TRAVAIL M'AMENAIT À VOYAGER ET, SOUVENT, ÇA POUVAIT ÊTRE À LA DERNIÈRE MINUTE "

Steve Daigle



QUAND TU ES SOLDAT, IL FAUT QUE TU SOIS PRÊT À POUVOIR PARTIR À N'IMPORTE QUEL MOMENT ET N'IMPORTE OÙ DANS LE MONDE "

Marco Pagliericci



GLOSSAIRE

DÉSAPPROBATION

Action de ne pas approuver une décision, s'y refuser

Une incursion dans le monde des arts

CONNEXION

DIMANCHE 18 h 05 ICI TÉLÉ

CANADA PLACE DENTAL

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique,
Blanchissage des dents, Remplissage en céramique,
Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents **GRATUITS** pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

Notre Expérience.
Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit de l'emploi, litiges de succession/testaments et droit immobilier.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com



↑ Steve Daigle et son épouse Guylaine. Crédit photo : Courtoisie

CHRONIQUE HISTORIQUE

AARDENBURG, VILLE LIBÉRÉE PAR L'ARMÉE CANADIENNE EN 1944

A l'automne 1984, j'ai représenté la jeunesse canadienne au 40e anniversaire de la libération de la Belgique et des Pays-Bas. Arrivés à Bruxelles, nous prîmes les routes flamandes jusqu'à Aardenburg, ville du sud-ouest des Pays-Bas située à 30 kilomètres de la terrible bataille (des digues) conduite par la Première armée canadienne (175 000 soldats) pour permettre aux cargos alliés d'accéder au port d'Anvers (l'estuaire de l'Escaut occidental).

Ce jour-là, j'ai noué une amitié avec un employé municipal plein de gratitude à l'égard du Canada. Quelques années plus tard, je retournerai à Aardenburg à deux reprises. Depuis l'ancienne demeure des époux Ria et Walter Dierick, au 7 Romanlaan, j'imaginai, sur fond d'un brouillard léger jaillissant des terres humides, l'arrivée des troupes canadiennes.

C'est précisément le 19 octobre 1944, vers 13h30, que Walter, ses deux sœurs et ses parents (Andre et Alma) reçurent la visite des soldats canadiens au 10 Eedeweg. Aardenburg était enfin libérée.

L'opération belgo-hollandaise — plus de 6500 morts du côté canadien — fut un vrai combat d'usure imposé par la Wehrmacht, avec ses guets-apens, ses mines, des terrains découverts et inondés.

L'INNOCENCE

Munis d'un émetteur radio pour écouter Radio Orange et d'une carte posée par Andre sur le mur arrière de la maison — qu'un des 27 soldats allemands logés à la maison depuis le 10 mai 1940 voudra échanger contre un récepteur à cristal —, le jeune Walter, âgé de 7 ans, suivait la progression des troupes alliées depuis le débarquement du 6 juin 1944.

Entretemps, il fallait patienter, garder le goût de vivre. Ainsi, durant l'été 1944, les enfants iront comme d'habitude cueillir des petits pois et des haricots bruns aux alentours d'Aardenburg. Les adultes récolteront du froment pour cuire clandestinement du pain, ainsi que de l'orge qu'ils mélangeaient à l'avoine pour les animaux d'élevage.

Cet été-là, c'était encore possible pour un enfant de vivre dans l'innocence. Walter fit même la navette pendant quelques jours entre Aardenburg et les régions de Valeiskreek et Biezen, près de la frontière belge, jusqu'à ce que, conformément au décret du 13 février 1944, ces régions soient inondées par l'armée allemande afin de freiner la progression des alliés.

La vie continuait... mais, par un beau soir de fin août, sa tante, sa sœur aînée et Walter cueillaient des mûres à proximité d'une usine de beurre lorsqu'un avion de chasse allemand tira dans leur direction. Le danger n'était jamais loin. Sans qu'ils le sachent, le «jour fou» approchait.

Le 5 septembre 1944, une colonne de véhicules blindés allemands arrivait de Belgique en direction de Draaibrug. Walter était en deuxième année à l'école catholique d'Aardenburg. La classe venait à peine de commencer — les enfants découvraient le drapeau néerlandais — lorsque l'ordre fut donné de rentrer à la maison...

LA CONSCIENCE DU DANGER

C'est dans la nuit du 9 au 10 septembre que les premiers obus tombèrent sur Aardenburg (Brouwerijstraat), non loin du domicile des Dierick. La famille décida aussitôt de dormir au rez-de-chaussée



↑ Peinture de l'artiste canadien Alex Colville, *Infanterie, près de Nimègue, Hollande, (1946)* montrant des soldats canadiens épuisés après la libération des Pays-Bas. Crédit: Alex Colville, domaine public, via Wikimedia Commons



C'EST PRÉCISÉMENT LE 19 OCTOBRE 1944, VERS 13H30, QUE WALTER, SES DEUX SŒURS ET SES PARENTS (ANDRE ET ALMA) REÇURENT LA VISITE DES SOLDATS CANADIENS AU 10 EEDEWEG "



À PETITS PAS, PARFOIS AGENOUILLÉS, L'ARME EN JOUE, LES CANADIENS ENTRÈRENT DANS AARDENBURG "



ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

et se prépara en cas d'évacuation. Ensuite, on descendit les matelas à la cave pour être plus en sécurité. Ce sera finalement dans l'usine du grand-père paternel que tous, incluant des amis, trouvèrent refuge pendant plus d'un mois de bombardements.

La cache, un grenier en béton doublé de bottes de paille, permettait d'entrevoir ce qu'il se passait à l'extérieur. La nuit, raconte Walter, on s'éclairait avec une lampe à huile. Tous priaient le chapelet chaque fois qu'un obus sifflait. Lorsque les bombardements s'arrêtaient, sa mère et lui rendraient à la maison pour préparer en vitesse un repas.

Heureusement, il y avait assez de nourriture. La moisson et les conserves de l'année précédente, un stock de pudding Custard et 5 kilos de délicieuses confitures qu'avaient laissés les Allemands en se repliant comblaient les Dierick. La viande ne manquait pas, car de temps à autre une vache qui se trouvait dans la prairie était touchée par un éclat d'obus. Quant au pain, les boulangers d'Aardenburg continuaient leur activité. Son père et un ami hébergé dans la cache, le charpentier Dinnewet, se chargeaient de mettre les morts dans des cercueils. Le curé et la Croix-Rouge faisaient ce qu'ils pouvaient pour les habitants.

Depuis le refuge, la famille assistera impuissante au pilonnage de l'église Saint-Bavon et du parc d'Elderschans. Plus au nord, on devinait à travers les nuages de fumée que la ville de Sluis était complètement détruite. Personne, dans cette région de la Flandre zélandaise, n'était à l'abri du danger en cette fin septembre 1944.

Touchées de plein fouet à deux reprises dans la nuit, les familles installées dans la cache paniquaient. Walter affirma ne pas se souvenir du deuxième impact. Son oncle qui dormait à ses côtés fut touché par un éclat d'obus et en décéda deux ans plus tard. Comble du malheur, quelques jours avant la libération, un obus frappa également la mai-

son des Dierick. La famille se reconfortait comme elle pouvait, se disant sans doute que personne n'était mort sous les décombres.

Inutile de dire que ce fut une période douloureuse. En témoigne l'ordre donné depuis mai 1944 aux hommes de plus de 18 ans d'entretenir les *Rommelspargeln*. Il s'agissait d'obstacles pour empêcher l'atterrissage de planeurs alliés. Le père de Walter faisait partie de ceux-là quand un jour, il essuya des tirs d'obus. Couvert de boue, il dut ramper de fossé en fossé pour échapper à la mort.

LES VOILÀ, ENFIN...

La libération approchait, il fallait tenir. La rumeur circulait... Tous les regards étaient fixés au sud, vers Eede. Peu après midi, le 19 octobre, les habitants observèrent des mouvements de troupes le long de la route d'Eedeweg. Les Canadiens étaient bien dans le secteur. Mais ils devaient traverser un fossé anti-char dans une zone inondée avant d'entrer dans Aardenburg.

À petits pas, parfois agenouillés, l'arme en joue, les Canadiens entrèrent dans Aardenburg — détruite en bonne partie — via la route d'Eedeweg, depuis Maldegem en Belgique. «Nous avons rejoint nos libérateurs, dit Walter, en leur signalant qu'il n'y avait pas de risque, mais que trois soldats polonais [sous commandement canadien] gisaient blessés non loin et que des Allemands étaient réfugiés dans un bunker».

Au 40e anniversaire de la libération, Walter eut l'honneur de revoir un vétéran canadien, Ian Smith, qui était entré dans la maison des Dierick le 19 octobre 1944. Ce dernier possédait encore une carte de Middelburg avec les routes de Krakeelweg et d'Eedeweg menant à Aardenburg.

L'hiver 1944-45 qui a suivi fut suffisamment froid pour patiner. Une activité très appréciée des Hollandais, avec le vélo, le fromage et les tulipes. ▲

LA RÈGLE DE GRAND-MÈRE GRAMMAIRE

S ou pas S à l'impératif présent?

L'impératif est utilisé pour donner un ordre, un conseil. Les verbes du premier groupe finissant en **ER** ne prennent pas de **S** à la seconde personne du singulier, tu. Pour les autres groupes, on conserve le **S**.

Ex. : Tu mange**S** des pommes? Mange des pommes!

Ex. : Tu écoute**S** de la musique? Écoute de la musique!

Ex. : Tu cueille**S** des fleurs? Cueille des fleurs!

Ex. : Tu prend**S** un café? Prend**S** un café!



«EN AVOIR RAS-LE-BOL»

L'expression «**En avoir ras-le-bol**» veut dire en avoir assez, ne plus en pouvoir. Il s'agit d'une métaphore pour illustrer son énervement.

Ex. : *Demain, je dois retourner chez le médecin! J'en ai ras-le-bol de ces examens!*



PLUS DE PLACES EN GARDERIE, UNE UTOPIE POUR LES FRANCOPHONES MINORITAIRES?

FRANCOPRESSE

↑
Paul Muamba : «Il faut revaloriser l'image d'une profession clé pour la construction culturelle et linguistique des plus petits». Crédit : Evgeni Tcherkasski - Pixabay



“C'EST L'HÉCATOMBE, SURTOUT QU'AVEC LA CRISE SANITAIRE ON A PERDU DE NOMBREUX ÉDUCATEURS QUI SE SONT RECONVERTIS ET NE REVIENDRONT PAS”
Jean-Luc Racine

MARINE ERNOULT
FRANCOPRESSE

Les garderies à 10 \$ devraient permettre à des milliers de Canadiennes de renouer avec le marché du travail, mais encore faut-il que les libéraux à Ottawa soient en mesure de créer les 250 000 places supplémentaires promises dans leur plateforme électorale. En milieu francophone minoritaire, la pénurie de main-d'œuvre sans précédent pourrait contrecarrer leurs plans.

Avant même la naissance, c'est l'un des casse-têtes auxquels doivent s'astreindre les parents francophones hors Québec : trouver une garderie en français pour leur futur bébé.

Dès l'accouchement, de nombreuses femmes vivent dans l'angoisse de ne pas décrocher une place et d'être contraintes de choisir entre enfant et carrière.

À cet égard, le lancement d'un système public pancanadien de garde d'enfants à 10 \$ par jour, prévu d'ici à 2026, constitue une révolution.

C'est particulièrement vrai à l'heure où la COVID-19 a accentué les inégalités de genre. Depuis le début de la pandémie, 16 000 Canadiennes ont ainsi quitté les rangs de la population active.

Jusqu'à présent, l'absence de services de garde publics ou le manque de places imposaient de facto aux femmes de choisir entre rester chez elles ou payer des structures privées aux tarifs parfois prohibitifs, allant jusqu'à plus de 1600\$ par mois à Toronto.

«C'est souvent la deuxième hypothèque des ménages. Réduire les coûts est une excellente chose, ça va permettre le retour des parents et en particulier des femmes sur le marché du travail», salue Michel Côté, directeur général de l'Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean (ARCf) au Nouveau-Brunswick. Les deux centres de la petite enfance (CPE) de l'ARCf accueillent près de 400 enfants.

«C'EST L'HÉCATOMBE»

Dans son budget fédéral 2021, Ottawa a annoncé la création de 250 000 nouvelles places au pays.

Si personne ne sait combien seront réservées aux francophones en milieu minoritaire, les ambitions du gouvernement fé-

déral se heurtent à deux autres obstacles majeurs : le manque d'espace et la pénurie criante de main-d'œuvre dans le secteur.

«C'est l'hécatombe, surtout qu'avec la crise sanitaire on a perdu de nombreux éducateurs qui se sont reconvertis et ne reviendront pas», confirme Jean-Luc Racine, directeur général de la Commission nationale des parents francophones (CNPf). «Comment créer des places additionnelles si nous n'avons pas assez de personnel?»

De nombreux établissements ayant du mal à pourvoir des postes réputés peu payés et peu considérés sont obligés de refuser des familles et les listes d'attente s'allongent. Selon une étude menée en 2019 par le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada (RDÉE Canada), 9500 jeunes francophones étaient inscrits sur les listes d'attente des 745 services de garde en français existants hors Québec et plus de 2500 travailleurs qualifiés supplémentaires auraient été nécessaires.

En Colombie-Britannique, une vingtaine de garderies francophones sont capables de prendre en charge près de 450 enfants. Marie-Andrée Asselin, directrice générale de la Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique (FPFCB), témoigne toutefois d'une explosion des demandes, impossibles à suivre. «Dans certains centres, des centaines de familles espèrent une place», rapporte la responsable.

MISER SUR L'IMMIGRATION ET LA MOBILITÉ INTERPROVINCIALE

La situation désespère Michel Côté au Nouveau-Brunswick : «Un seul enfant sur une liste d'attente est une catastrophe; il aura beaucoup plus de chances de perdre sa langue et de se retrouver assimilé dans le système anglophone.»



“DANS CERTAINS CENTRES, DES CENTAINES DE FAMILLES ESPÈRENT UNE PLACE”
Marie-Andrée Asselin

“ON DOIT MISER SUR L'IMMIGRATION FRANCOPHONE ET LA MOBILITÉ INTERPROVINCIALE”
Paul Muamba

GLOSSAIRE

HÉCATOMBE
Une catastrophe

Le gouvernement de Justin Trudeau s'est engagé à embaucher 40 000 éducateurs et éducatrices supplémentaires. Comment remporter cet ambitieux pari?

Pour Paul Muamba, gestionnaire en développement économique et des partenariats au RDÉE Canada, la réponse est claire : «On doit miser sur l'immigration francophone et la mobilité interprovinciale.»

L'expert prévient toutefois que favoriser l'embauche à l'international reste une gageüre, tant les barrières sont encore nombreuses.

Les difficultés de reconnaissance des acquis et des diplômes obtenus à l'étranger constituent le premier frein. Des éducatrices avec une longue expérience dans leur pays d'origine sont contraintes de refaire des études au Canada, parfois à leurs frais.

REVALORISER LE MÉTIER

Un autre obstacle, c'est le véritable mals-trôm administratif auquel sont confrontés candidats à l'installation et employeurs. Les processus d'immigration, extrêmement compliqués, se révèlent être «un fardeau» selon Michel Côté, qui «dissuade» les directions de se tourner vers l'extérieur du pays.

Pourtant, le recrutement à l'international peut fonctionner. À l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.), 26 éducatrices viennent de l'étranger. Au Yukon, elles sont une vingtaine. Et au sein des CPE de l'ARCf au Nouveau-Brunswick, 40 % des salariées sont des immigrantes.

Afin de retenir les éducatrices sur le long terme, la revalorisation du métier est également essentielle. Il s'agit d'améliorer les salaires, mais aussi les conditions de travail et les avantages sociaux.

Les huit provinces qui ont signé des ententes avec Ottawa pour des garderies à 10 \$ avancent en ordre dispersé sur la question. Certaines prévoient augmenter les salaires grâce aux financements fédéraux, d'autres de mettre sur pied un fonds de pension. «On aurait besoin d'une stratégie nationale», réagit Jean-Luc Racine de la CNPF.

Aux yeux de Paul Muamba, la reconnaissance ne doit pas être seulement financière : «Il faut revaloriser l'image d'une profession clé pour la construction culturelle et linguistique des plus petits», insiste-t-il.

DES SOLUTIONS INNOVANTES DANS LA FRANCOPHONIE MINORITAIRE

Face à ces défis de recrutement, les organismes francophones sont à la recherche de solutions innovantes pour gagner en efficacité et ainsi augmenter leur capacité d'accueil. L'objectif : 2500 places supplémentaires d'ici à 2023, selon Jean-Luc Racine.

À l'Î.-P.-É., en Ontario et en Alberta, les services de garde ont d'ores et déjà mis en commun leur gestion administrative et leur comptabilité. En Alberta, 176 places ont ainsi vu le jour en trois ans, sans aucun financement public.

Un tel système, encore en discussion au Nouveau-Brunswick et au Manitoba, est en train d'être constitué en Colombie-Britannique, sous la houlette de la FPFCB. «Le fonctionnement des établissements est plus optimal, le personnel peut se concentrer sur l'éducation en français», se félicite Marie-Andrée Asselin.

La CNPF a également monté en avril 2020 une entreprise sociale, Éconocoop, au service des garderies du pays. Plateforme d'achats groupés, logiciel de gestion, calculateur en ligne à même d'évaluer les situations financières, fonds de pension; autant de programmes qui visent à générer des économies d'échelle et à créer de nouvelles places.

De son côté, le RDÉE Canada a lancé en 2016 l'Initiative entrepreneuriale en petite enfance afin d'aider les garderies à dégager des bénéfices supplémentaires et à augmenter les salaires. À ce jour, le projet a permis la création de 80 emplois et 400 places. ▲



GARDERIES À 10 \$: LES ENTENTES OPAQUES SUR D'ÉVENTUELLES CLAUSES LINGUISTIQUES

La création d'un système public pancanadien de garderies à 10 \$ suscite l'adhésion du secteur de la petite enfance, mais les francophones en situation minoritaire s'inquiètent du sort qui leur sera réservé dans ce nouveau programme. Leurs droits sont-ils garantis dans les ententes récemment signées? La réponse est loin d'être claire.

FRANCOPRESSE

↑
«En l'absence de garde-fous, nos garderies n'auront pas leur juste part, que ce soit en termes de financement ou de nombre de places», alerte Jean-Luc Racine. Crédit : Design_Miss.C - Pixabay



«EN L'ABSENCE DE GARDE-FOUS, NOS GARDERIES N'AURONT PAS LEUR JUSTE PART, QUE CE SOIT EN TERMES DE FINANCEMENT OU DE NOMBRE DE PLACES»
Jean-Luc Racine

MARINE ERNOULT
FRANCOPRESSE

Il y a d'abord les chiffres, qui ont de quoi réjouir les acteurs canadiens de la petite enfance : à ce jour, Ottawa a conclu huit ententes avec des provinces et territoires pour la mise sur pied d'un programme de garderies publiques à 10 \$ par jour d'ici à 2026.

Ces accords représentent un investissement de 12,5 milliards \$ qui va permettre la création de 125 000 places en garderie partout au pays.

Après la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, le Yukon, le Manitoba, la Saskatchewan et le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick se disent désormais prêts à embarquer dans le projet.

Mais derrière ces chiffres bruts, combien de places sont réservées aux francophones en situation minoritaire? Leurs besoins spécifiques sont-ils pris en compte? Quelle part du budget leur est dédiée? Autant de questions qui restent encore sans réponse, suscitant l'inquiétude hors Québec.

«En l'absence de garde-fous, nos garderies n'auront pas leur juste part, que ce soit en termes de financement ou de nombre de places», alerte Jean-Luc Racine, directeur général de la Commission nationale des parents francophones (CNPF).

DES CLAUSES LINGUISTIQUES ESSENTIELLES

«Historiquement parlant, on a de nombreux exemples où les droits des francophones n'ont pas été respectés. Des fonds fédéraux qui leur étaient dédiés ne leur ont pas été transférés par les provinces», abonde François Larocque, professeur et titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques à l'Université d'Ottawa.

Par exemple, en 2021, la CNPF a calculé que le gouvernement albertain a seulement alloué 1,26 % de son budget d'éducation aux établissements scolaires francophones, alors que les Franco-

Albertains représentent plus de 2 % de la population provinciale.

«Ces établissements auraient dû recevoir un financement correspondant au poids démographique de la communauté, voire un montant supérieur, car les besoins de rattrapage au niveau de l'éducation et de la petite enfance en français sont importants en Alberta», réagit Jean-Luc Racine.

François Larocque rappelle que le Yukon a quant à lui redirigé des fonds d'Ottawa prévus pour les écoles francophones vers des programmes d'immersion.

Il souligne que la Colombie-Britannique, elle, a comptabilisé dans le nombre de places en garderie francophone des places créées dans des centres qui offraient uniquement des services en anglais, au motif qu'ils étaient gérés par des francophones.

Face à ces tendances, les minorités francophones revendiquent l'insertion de clauses linguistiques dans les huit accords signés jusqu'à présent afin de protéger leurs droits. «De telles clauses sont cruciales pour s'assurer que les gouvernements provinciaux utilisent les fonds de façon appropriée», souligne François Larocque.

BESOIN D'«ENGAGEMENTS CLAIRS ET FERMES»

Pour le moment, les libellés exacts des accords bilatéraux ne sont pas connus.

Dans une réponse par courriel, le ministère Emploi et Développement social Canada assure tenir compte «des besoins uniques, en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, des communautés de langue officielle en situation minoritaire», sans aucune autre précision.

Le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada (RDÉE Canada) confirme qu'Ottawa conditionne l'accès aux fonds fédéraux à la prise en compte par les provinces et territoires des enjeux linguistiques minoritaires. «Mais nous restons attentifs à la présence de clauses linguistiques», nuance Paul Muamba, gestionnaire en développement économique et des partenariats au RDÉE Canada.



«DE TELLES CLAUSES SONT CRUCIALES POUR S'ASSURER QUE LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX UTILISENT LES FONDS DE FAÇON APPROPRIÉE»
François Larocque

GLOSSAIRE

MOUTURE
Nouvelle version présentée, plus ou moins différente, d'un sujet déjà traité

«Il faut avoir des engagements clairs et fermes, ne pas se contenter d'une petite phrase qui dit "on va s'occuper des francophones", insiste Jean-Luc Racine. Autrement, on ne saura pas où va l'argent, et les clauses linguistiques resteront des vœux pieux.»

Un avis partagé par Marie-Andrée Asselin, directrice générale de la Fédération des parents francophones de Colombie-Britannique (FPFCB) : «C'est essentiel d'avoir des mécanismes de suivi balisés, pour qu'on puisse mesurer les efforts effectivement réalisés par les autorités provinciales.»

MANQUE DE TRANSPARENCE

Les interlocuteurs interrogés insistent : les clauses linguistiques doivent clairement prévoir la création d'un nombre précis de places dans les garderies francophones ainsi que le recrutement de personnel.

Un montant exact du budget devra également être réservé à la petite enfance en français en fonction du pourcentage de la population et des besoins, défendent-ils. «Il doit aussi y avoir des dispositifs qui permettent de saisir l'administration en cas de doute sur l'efficacité des actions entreprises», ajoute François Larocque.

L'universitaire dénonce le manque de transparence dès qu'il s'agit de clauses linguistiques. Il invite à l'adoption d'une loi fédérale qui les encadrerait, ce qui éviterait le flou et l'inquiétude actuels.

À ce titre, il regrette que le projet de loi C-32 de modernisation de la Loi sur les langues officielles ne comporte aucune mention à ce sujet.

Son espoir réside dans le document de réforme publié en février dernier par Ottawa, *Français et anglais : Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*.

Le gouvernement y proposait que la nouvelle *Loi sur les langues officielles* reconnaisse explicitement la petite enfance comme faisant partie du parcours en éducation dans la langue minoritaire. En d'autres termes, les garderies seraient légalement intégrées au continuum éducatif en français et les autorités auraient l'obligation de contribuer à leur renforcement.

FAIBLES CHANCES DE SUCCÈS DEVANT LES TRIBUNAUX

Avant le déclenchement des élections fédérales 2021, la ministre du Développement économique et des Langues officielles, Mélanie Joly, avait promis que ce principe figurerait dans la prochaine **mouture** du projet de loi C-32, qui doit être déposé dans les 100 premiers jours du nouveau gouvernement.

«Si c'est le cas, cela établira un lien direct entre les ententes et l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, qui protège le droit à l'instruction dans la langue de la minorité, explique François Larocque. Avec cette protection juridique supplémentaire, les provinces ne pourront pas couper dans les services de garde en français sans fournir des justifications très élevées.»

En attendant, les organismes francophones auraient-ils des chances de succès s'ils décidaient d'intenter des actions en justice contre les ententes? Aux yeux de François Larocque, elles sont minces en l'état actuel de la *Loi sur les langues officielles*.

Il s'appuie sur le jugement Gascon rendu en 2018 par la Cour fédérale. La Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB), qui contestait un accord passé entre la province et Ottawa, avait basé son argumentaire sur la partie VII de la Loi sur les langues officielles, selon laquelle le gouvernement est obligé de prendre des mesures positives pour appuyer l'épanouissement des communautés minoritaires de langue officielle.

Les juges ont débouté l'organisme au motif que cette partie VII était trop vague et n'engageait pas les autorités à mener des actions spécifiques et concrètes. Un rappel, selon François Larocque, que des réformes sont nécessaires pour donner au texte plus de clarté et de «mordant». ▲



↑ Maya vise un résultat dans le top 30 pour le sprint lors de la Coupe du monde. Crédit : Courtoisie

D'UNE FERME D'ATHABASCA À LA SCÈNE MONDIALE : LE PARCOURS D'UNE SKIEUSE NORDIQUE

Après avoir subi une blessure qui a presque mis fin à sa carrière en 2017 et qui lui a fait manquer de peu les qualifications pour les Jeux olympiques en 2018, **Maya Maclsaac-Jones** est prête pour sa prochaine saison de coupe du monde qui débutera le 18 novembre en Europe. Son objectif : se qualifier pour les Jeux olympiques.

“ÇA VRAIMENT ÉTÉ IMPORTANT POUR MOI DE ME MONTRER À MOI-MÊME QUE J'ÉTAIS CAPABLE DE REVENIR FORTE!”
Maya Maclsaac-Jones

Maya Maclsaac-Jones est née à Athabasca, dans le nord de l'Alberta. Elle avait 4 ans lorsqu'elle a chaussé ses premiers skis de fond. Elle a commencé sur la ferme où elle habitait, sous les yeux attentifs de ses parents qui l'ont ensuite inscrite au programme de ski de fond du club de la ville. Elle a continué «parce que j'aimais vraiment mes amis de ski».

Dans le nord de l'Alberta, l'hiver est long et rude. Pour le père de Maya, Joe Maclsaac, les activités extérieures sont essentielles en hiver. «Si l'on reste dedans, ce n'est pas bon pour le cœur ou pour la tête non plus», explique-t-il. Il ajoute que lorsque l'on est isolé sur une ferme, le ski nordique est une bonne alternative.

Quand Maya était jeune, Joe Maclsaac et Jennifer Jones, ses parents, étaient ses entraîneurs. Mais à l'âge de 12 ans, l'élève a dépassé les maîtres. Elle est donc partie s'entraîner à Canmore, en Alberta, entourée d'une équipe professionnelle. Ses parents l'ont aidée à gérer mentalement cette charge de travail. «Elle avait tout le soutien qu'on pouvait lui offrir», dit le père de Maya.

Aujourd'hui, Maya vit à Canmore, mais son parcours est toujours très suivi par les gens de sa ville natale. Quand Maya est arrivée 18e à la Coupe du monde d'Ulricehamn, en Suède, en 2021, elle est devenue le sujet de conversation. Le père de Maya, directeur de l'école *Landing Trail Intermediate School*, explique que beaucoup de gens l'interpellaient, notamment à l'épicerie. «Ils étaient très fiers



↑ Maya enchaîne course à pied et skis à roulettes pendant l'été. Crédit : Courtoisie

de Maya, tout en lui souhaitant une excellente saison et une belle carrière.» Il ajoute que le ski de fond est aussi devenu très populaire, toutes les écoles ayant d'ailleurs un tel programme.

LE FRANÇAIS, UN OUTIL VERS L'EXCELLENCE

Pour Maya, le français l'a beaucoup aidée dans sa carrière. En effet, un grand nombre de ses coéquipiers viennent du Québec et les relations sont simplifiées. La skieuse de 26 ans ajoute «qu'en voyage, on parle moitié français, moitié anglais». Elle est d'ailleurs persuadée que parler une deuxième langue facilite la connaissance de l'autre.

Les parents de Maya ont envoyé tous leurs enfants à l'école d'immersion pour «pousser et développer leurs capacités intellectuelles et avoir une expérience com-



↑ Maya fait une pause pour respirer et sourire. Crédit : Courtoisie

plète». Aujourd'hui, Joe est très fier de sa fille Maya et de son appartenance à l'équipe nationale junior 2011-2015.

Il ajoute que pour atteindre l'excellence, il est nécessaire d'avoir aussi des qualités intellectuelles. Il soutient que les jeunes enfants qui apprennent une seconde langue ont un avantage considérable dans de multiples facettes de leur vie.

S'ENTRAÎNER AVEC LES MEILLEURS

Arrivée à Canmore à l'âge de 18 ans, Maya était vraiment excitée de pouvoir s'entraîner avec les meilleurs skieurs du pays, grâce à des infrastructures incroyables pour le ski nordique.

Lors de la saison d'entraînement d'été, qui va de mai à novembre, Maya chausse des skis à roulettes pour parcourir les pentes du Parc national Banff. Puis, en hiver, la

“SI L'ON RESTE DEDANS, CE N'EST PAS BON POUR LE CŒUR OU POUR LA TÊTE NON PLUS”
Joe Maclsaac, père de Maya



ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE



↑ Maya, 9 ans, lors d'une randonnée en montagne. Crédit : Joe Maclsaac

multiple championne nationale voyage avec l'équipe canadienne et participe à des compétitions nationales afin de se préparer pour la Coupe du monde. Durant ces compétitions, Maya peut alors continuer son entraînement, mais lors de la Coupe du monde, elle se concentre à 100% sur ces courses.

Si aujourd'hui elle est fière de faire partie de l'équipe nationale, elle espère aussi, comme ses coéquipiers, inspirer les jeunes canadiens à pratiquer le ski de fond. C'est important pour elle d'aider la prochaine génération.

Dans sa jeunesse, Maya a été inspirée par Beckie Scott. Originaire de Vermilion, au nord d'Edmonton, Beckie a gagné une médaille d'or aux Jeux olympiques de 2002 et une d'argent à ceux de 2006. «Il y a des similarités entre ce que Beckie a fait quand elle était jeune et ce que moi, j'ai fait.» Elle ajoute que les ressemblances quant à leurs origines étaient motivantes.

UNE BLESSURE QUI A PRESQUE MIS FIN À SA CARRIÈRE

Maya a appris à ses dépens que s'entraîner trop dur peut être préjudiciable. En effet, en 2017, elle a été victime d'une fracture du pied suite à un trop-plein d'activités. Comme elle l'explique, le ski de fond est très éprouvant pour l'organisme et le pied subit régulièrement des **traumatismes** physiques.

«Cette blessure m'a affectée durant quelques années», explique l'athlète, qui est aujourd'hui complètement guérie. En 2020, elle finit 24e à la Coupe du monde de Falun, en Suède. Un premier très bon résultat après sa blessure. «Ça a vraiment été important pour moi de me montrer à moi-même que j'étais capable de revenir forte!»

Elle remercie d'ailleurs son équipe médicale et sportive qui l'a appuyée durant ces moments difficiles. Elle ajoute que «ça a pris de la chirurgie et une longue thérapie. Mais oui, j'étais vraiment motivée, alors j'ai décidé de continuer de skier pour atteindre mon objectif olympique».

Le père de Maya est très fier de voir sa fille reconquérir les pistes de ski. «Elle a pu surmonter les blessures et les obstacles. [...] Maya a gardé son focus, et elle est devenue une athlète beaucoup plus forte à cause de cela.» En plus de ces médecins, Maya voit régulièrement une psychologue sportive pour travailler son état mental dans sa carrière d'athlète et son quotidien. Elle insiste sur cet aspect psychologique essentiel pour qu'elle puisse redevenir compétitive.

LES SPATULES DIRIGÉES VERS L'AVENIR

«L'année passée, les courses au Canada étaient toutes annulées à cause de la COVID-19. Les courses en Europe ont duré un mois et demi au lieu de quatre», dit-elle avec déception. Nor-



↑ L'été, Maya chausse des skis à roulettes. Crédit : Courtoisie

malement, les championnats du monde se produisent tous les deux ans et le circuit de la Coupe du monde, chaque fin de semaine, pendant l'hiver.

Maya a fait sa première course en Coupe du monde en 2012 quand elle n'avait que 16 ans. En novembre prochain, ce sera sa première participation en Norvège et en Suisse. Elle espère être dans le top 10 à la Coupe du monde et se qualifier pour les Jeux olympiques. «Je suis très capable d'avoir un résultat de top 20 et avoir un top 10», ce qui serait suffisant pour se qualifier aux Jeux olympiques. «Ça va arriver, j'ai travaillé fort pour avoir ces résultats.»

Grâce à sa concentration et à sa détermination, Maya montre que tout est possible. Après sa blessure, elle s'est prouvée à elle-même qu'elle pouvait concourir à nouveau. Alors si elle se qualifie pour les Jeux olympiques, ce sera vraiment génial. «J'ai la confiance [...], je suis capable de faire cela.»

«On est toujours très fiers, comme parents, de voir ce qu'elle est capable de faire», s'exclame le père de Maya. Il sait combien le ski de fond est un sport très difficile et admet, avec amour, que sa fille est une enfant très spéciale par sa concentration et son travail ardu. ▲



POUR SUIVRE LES EXPLOITS DE MAYA :

• <https://mayamacisaacjones.com/blog/>

• <https://www.instagram.com/mayamacisaacjones/?hl=fr>



ÇA VA ARRIVER, J'AI TRAVAILLÉ FORT POUR AVOIR CES RÉSULTATS"

Maya Maclsaac-Jones



GLOSSAIRE

TRAUMATISME

Ensemble de troubles physiques ou psychiques

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin

B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.D

Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Tél. : (403) 284-5202

www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **SIMON-PIERRE POULIN**
DIRECTEUR
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA

• **VALÉRIANE DUMONT**
DIRECTRICE ADJOINTE
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

• **SARAH THERRIEN**
GESTIONNAIRE DE COMMUNAUTÉ

• **FATMA DIALLO**
GESTIONNAIRE DE PROJET
APPLI@LEFRANCO.AB.CA

• **GABRIELLE BEAUPRÉ**
JOURNALISTE
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISAAC LAMOUREUX**
JOURNALISTE
journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca

• **EMMANUELLA KONDO**
JOURNALISTE
journaliste.calgary@lefranco.ab.ca

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, MARINE ERNOULT

• La maquette et le graphisme de cette édition ont été réalisés par **ANDONI ALDASORO ROJAS**

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Aviz lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



FIER MEMBRE



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada





↑ Fred Pellerin. «Saint-Élie-de-Caxton est un village que tout le monde porte en soi.» Crédit : Courtoisie

LA FRANCOPHONIE DE FRED PELLERIN PAR LES CONTES

De retour en Alberta au début novembre dans le cadre du festival Coup de cœur francophone, le conteur québécois **Fred Pellerin** a présenté son sixième spectacle intitulé *Un village à trois dés*. Calgary, Lethbridge et Edmonton ont été les villes hôtes du grand ami de Roger Dallaire.

“ VOUS ALLEZ ÊTRE TOUCHÉS ET À CERTAINS MOMENTS, VOUS ALLEZ VOUS RAPPROCHER DES LARMES PAR DES ÉMOTIONS PLUS TRISTES ET POÉTIQUES”
Fred Pellerin

Les spectateurs qui connaissent déjà l'œuvre de Fred Pellerin ont reconnu facilement le lieu de l'histoire : Saint-Élie-de-Caxton, son village natal situé en Mauricie, au Québec. Ils ont également retrouvé ses personnages tels que Méo le barbier, le forgeron Riopel et sa fille, Belle Lurette, ainsi que Madame Gélinas, la mère aux 473 enfants. Pour les personnes qui ont fait leur connaissance, elles ont découvert un univers très coloré.

Si le conteur québécois vous a fait rire aux éclats, il sait aussi combien la poésie tient sa place dans son spectacle. «Vous allez être touchés et à certains moments, vous allez vous rapprocher des larmes par des émotions plus tristes et poétiques», indique l'artiste. Il aime interagir avec son public lorsqu'il raconte ses histoires; il aime chanter alors que la salle fredonne.

«C'est un grand plaisir et un grand moment d'échange d'aller à la rencontre des francophones vivant hors Québec», estime Fred Pellerin lorsqu'il évoque le festival Coup de cœur francophone. Il trouve inspirant de voir des francophones fiers de leur langue qui ont la conviction de «faire vivre la belle langue française» bien qu'ils soient entourés par l'anglophonie.

UN COUP DE FOUDRE AMICAL

Malgré son horaire chargé sur le sol albertain, Fred Pellerin a rendu visite à son ami de longue date, le conteur franco-albertain Roger Dallaire. Les deux hommes se sont rencontrés en 2002 grâce à Daniel Cournoyer qui était, à l'époque, le directeur artistique de L'UniThéâtre.

Roger Dallaire raconte que Daniel Cournoyer l'a approché avec l'idée de produire un spectacle de contes mettant en vedette un conteur de l'Ouest et un conteur de l'Est. Le directeur voyait beaucoup de similarités entre les deux hommes. Alors,

ils ont pris l'avion en direction du Québec pour savoir si la chimie allait s'opérer entre les deux conteurs.

«Un matin, ils ont débarqué chez nous à Saint-Élie-de-Caxton, se remémore Fred Pellerin, ça l'avait été comme un coup de foudre [entre Roger et lui-même]». Daniel Cournoyer renchérit en s'esclaffant : «C'était comme de grandes retrouvailles entre deux amis qui se retrouvaient après une longue absence. Je suis rapidement devenu l'observateur de leur conversation».



↑ Grâce à son large répertoire, Roger Dallaire construit ses spectacles sur scène en se laissant emporter par l'ambiance du moment. Crédit : Courtoisie

Même s'ils travaillent différemment, les deux hommes ont de nombreux points communs. «On a clairement un plaisir dans le conte, dans la musique et dans la collecte de la traduction orale.» Ils se rejoignent également par leur mode de vie. «J'ai mon érablière et Roger, il a sa ferme à Saint-Paul.»

JOUER SUR LES IMAGES

Peu importe où il se trouve au Canada, Fred Pellerin n'adapte pas son spectacle en anglais. «Je ne parle pas anglais.» Il indique même, en riant, qu'il a de la difficulté à commander des œufs et du bacon dans la langue de Shakespeare.

Passionné de la linguistique française, Fred Pellerin raconte ses histoires en français tout en jouant sur les images et les métaphores. «Pour moi, la langue française est un outil important. Le pari que j'essaie de tenir est d'avoir une langue vivante. Dans la vivance, il y a de l'invention, de la créativité, une ouverture au délire et les erreurs ne sont pas des erreurs, ils peuvent être des raisons à inventer du neuf.»

Tout comme son homologue de l'Est canadien, Roger Dallaire raconte ses histoires de façon imagée. Néanmoins, lorsqu'il raconte un conte en français, il joue avec la parlure, l'accent, les mots et «la vieille façon de parler». Comme son public s'exprime autant en français qu'en anglais, le but de Roger Dallaire, lorsqu'il raconte un conte, «est de divertir et de faire voyager les gens».

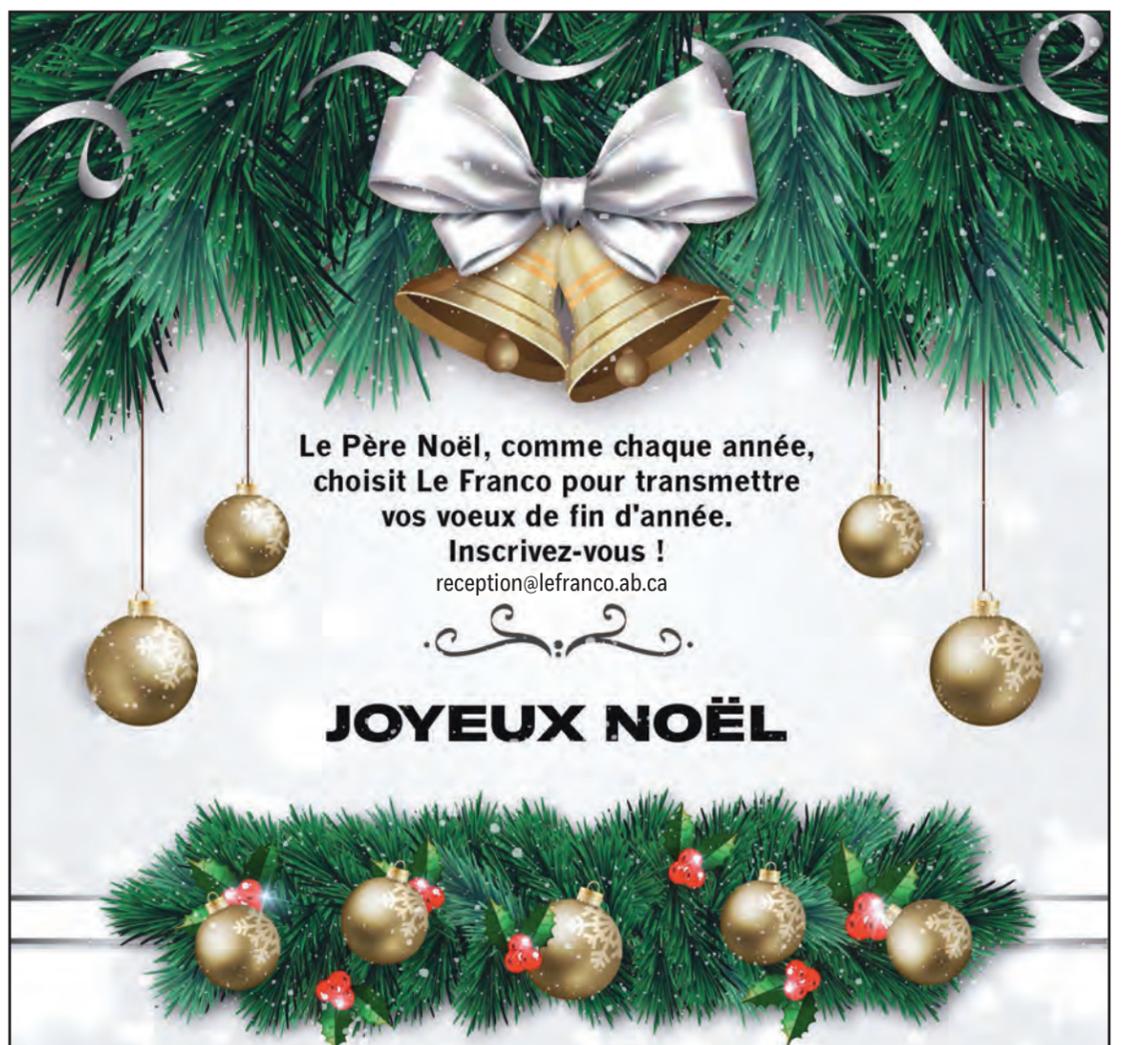
Cependant, il nuance que même s'il est devant un public anglophone, le français a sa place pendant ses spectacles. «Les gens qui me connaissent savent que c'est moi, le conteur canadien-français.» ▲

“ POUR MOI, LA LANGUE FRANÇAISE EST UN OUTIL IMPORTANT. LE PARI QUE J'ESSAIE DE TENIR EST D'AVOIR UNE LANGUE VIVANTE”
Fred Pellerin

GLOSSAIRE

ÉRABLIÈRE

Une plantation d'érables qui permet la fabrication de produits à l'érable



GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE